

Révolution Internationale

sommaire

La frénésie électorale p. 2
L'impasse paysanne p. 2
Un ardent défenseur du capital
national : le P.C.F. p. 3
Guerre, armée, prolétariat ... p. 4
La crise en Chine p. 5
La "reprise" américaine p. 6
La "Lanterne Noire" p. 6
Ecologie, féminisme p. 7

mensuel avril 76 n° 24

2 F

20 FB 1,50 FS 50 cts can.

EDITORIAL

"Le franc flotte". Brusquement, cette information est venue jeter encore un peu plus de désarroi dans les rangs de la bourgeoisie française et européenne. Pour la seconde, c'était l'annonce que la concurrence française allait devenir plus dure sur les marchés. Pour la première, c'était la pénible confirmation du fait que son économie se trouve maintenant dans le même lot que celles d'Italie ou de Grande-Bretagne. Et aujourd'hui, par la crise qui court, c'est mauvais signe que de se retrouver en compagnie du pays du "miracle" et dans celui de la splendeur passée du capitalisme. Le miracle de la reconstruction qui avait fait pousser aux professeurs et prix Nobel d'économie tant de soupirs de satisfaction et d'attendrissement sur les performances de leur cher capitalisme, qui les avait conduit à déverser des niagaras d'éloges sur les vertus de la potion néo-keynésienne, celle qui guérit tous les maux, ce miracle a fait long feu et les "miraculés" font peine à voir. Quant à l'inexorable déclin de l'économie britannique, le modèle, celle qui avait été le symbole même de la prospérité bourgeoise du siècle dernier, elle est aujourd'hui à l'image de la décadence générale du capitalisme.

Au delà du jargon des spécialistes - "serpent", "tunnel" - ce que signe cette mesure de dévaluation du franc, c'est l'échec total de toutes les tentatives capitalistes de coordonner les efforts des différents pays contre la crise. En novembre 75, le seul résultat du "Sommet de Rambouillet" avait été d'assurer une "évolution concertée des monnaies". C'est-à-dire qu'aucun pays n'essaierait, à coup de dévaluations, de faire une concurrence "sauvage" aux autres. La France, puissance invitante de ce grand concile, se faisait un point d'honneur à respecter les accords. Mais, dans la jungle capitaliste, les déclarations de matamores n'ont pas beaucoup d'effet et quatre mois après, c'est le sauve qui peut. Car c'est là la signification de la présente "crise monétaire" : face à la crise, chacun pour soi ! Et tant pis pour le Marché Commun et autres tentatives utopiques de la bourgeoisie.

Pour les gouvernements capitalistes, l'échec est donc total. Ils ne peuvent rien contre cette crise. Dans les deux pays que nous évoquions plus haut, la bourgeoisie vient d'ailleurs d'amorcer publiquement son impuissance. Dans une Angleterre submergée par la récession et l'inflation, le premier ministre le plus "long" de l'histoire, vient de rendre son tablier. Dans une Italie qui ressemble de plus en plus à un chaos, le parti au gouvernement vient, dans un congrès en forme de cirque, de donner une image grotesque de l'affolement de la classe dominante. Mais, dans les deux pays on voit également la bourgeoisie faire ses préparatifs non pas pour empêcher la crise - elle n'y peut rien - mais pour la faire payer à la classe ouvrière. Ici, c'est le parti communiste qui est consulté par le chef du gouvernement, là c'est la gauche du parti au pouvoir qui, avec Michael Foot, prépare la prochaine relève.

En France, dernière venue dans le peloton des éclopés, c'est encore la gauche qui revendique, avec une assurance croissante, la succession d'un régime de plus en plus désarmé.

Partout dans le monde, la bourgeoisie fourbit ses armes pour affronter la classe ouvrière. A celle-ci de déjouer les pièges qui lui sont tendus.

ESPAGNE

LA CLASSE OUVRIERE CONTRE TOUS

Sept travailleurs assassinés par la police du "libéral" Fraga au cours de manifestations en moins de deux semaines : un à Alicante, quatre à Vitoria, un à Bilbao, un autre à Tarragone, et des centaines de blessés par balle.

Au centre de ce que la presse libérale espagnole appelle la "semana tragica", les événements de Vitoria : plusieurs parmi les principales usines de ce centre industriel de 200 000 habitants étant en grève depuis janvier, le mouvement s'est généralisé et organisé : "tout dans les assemblées, rien en dehors d'elles". Les assemblées d'usine se donnent une commission centrale formée par leurs délégués. A plusieurs reprises, éclatent des conflits avec la police. Le 3 mars, la grève est générale. La tension est à son comble. Dès le matin, d'immenses groupes d'ouvriers partent des quartiers périphériques vers le centre de la ville. La police, exaspérée par deux mois d'agitation ouvrière continue, décide d'empêcher la concentration. Elle tire sur les groupes ouvriers avec des balles de caoutchouc. Les travailleurs répondent avec des pierres. C'est le début d'une bataille qui va embraser toute la ville et durer plus de douze heures. A trois heures de l'après midi la ville est paralysée, ses voies d'accès fermées, les ouvriers ont dressé en plusieurs endroits des barricades avec des voitures, des planches, des pierres et des briques. A 17 heures, une assemblée de 5000 travailleurs se réunit dans une église. La police tente de l'empêcher. Elle lance des bombes lacrymogènes dans le temple. Les gens sortent. La police tire, cette fois avec des balles en plomb. Deux travailleurs tués sur le coup, des dizaines de blessés s'effondrent. La nouvelle se répand comme une traînée de poudre dans les quartiers ouvriers. La colère atteint son paroxysme : des bâtiments sont incendiés, des réverbères arrachés, des cabines téléphoniques détruites, de nouvelles barricades se dressent. La police tire à la mitrailleuse, demande des renforts. Elle impose son "ordre" aux dernières heures de la nuit. Le lendemain, la police empêche tout groupe de personnes dans la rue. Des affrontements se produisent dans les quartiers ouvriers.

A l'enterrement des victimes, il y aura 50 000 personnes. Des mouvements de solidarité commencent à éclater dans d'autres villes, du pays basque et d'ailleurs (à Basauri, près de Bilbao et à Tarragone, au sud-est du pays, deux travailleurs seront tués au cours de manifestations en solidarité avec Vitoria). Au lendemain de l'enterrement, Fraga, accompagné du Ministre de l'Economie et du Directeur général de la Guardia Civil, arrive à Vitoria. Il vient porter ses condoléances aux familles des victimes et "faire pression" sur les patrons les plus intransigeants pour désamorcer la situation. Les entreprises annoncent l'annulation des renvois de travailleurs.

En une semaine, toute la vérité de l'actuelle lutte de classe en Espagne est mise à nu, ruinant en quelques jours les mois de propagande officielle sur la "libéralisation" du régime.

La droite explique les événements de Vitoria par la présence d'agents de l'étranger financés par l'or de Moscou, les syndicats polonais et... la CGT française ! Quant à la "gauche", elle y voit l'expression des "vues bornées d'une partie du patronat local" et de bavures au sein de la police, qui ne suivrait pas toujours les ordres de son libéral chef, Fraga. Autant d'imbécillités pour tenter de camoufler ce fait général qui s'exprime clairement aujourd'hui en Espagne : l'impossibilité du "dialogue" entre une classe ouvrière réellement décidée à défendre ses intérêts d'une part, et les forces du capital de l'autre.

Les luttes des travailleurs de Vitoria ne sont pas un phénomène isolé. Elles s'inscrivent dans l'extraordinaire montée des luttes prolétariennes qui se produit dans ce pays depuis le début de cette année, commencée par les grèves de Madrid en janvier, et continuée aujourd'hui par la généralisation des luttes chez les métallos de Barcelone. Montée qui se situe elle-même dans la réaction générale de la classe ouvrière mondiale aux attaques croissantes du capital en crise. A Vitoria, chez les travailleurs, après deux mois de grèves,

(SUITE PAGE 8)

FRANCE

GREVES A LA S.N.C.F.

Cinq ans après la grève de juin 1971, les syndicats ont de nouveau réussi à disloquer et à briser l'élan combatif des cheminots. Alors qu'il leur avait fallu plus de deux semaines, jour après jour, à dissoudre savamment par la menace ou le mensonge le mouvement général et unitaire de la grève, cette fois-ci quelques jours leur ont suffi pour remplir pleinement leur fonction de briseurs de grève.

Contrairement à 71, la grève actuelle n'a même pas réussi à s'étendre à toutes les catégories de cheminots, se limitant le plus souvent aux seules revendications de la catégorie des conducteurs. Grève sauvage des conducteurs, menant seuls la lutte contre l'Etat et son prolongement syndical, elle ne pouvait devenir la grève décidée et radicale de tous les cheminots, et a fortiori de tous les autres secteurs ouvriers.

C'est la raison pour laquelle de tels types de "grève sauvage" - étroitement circonscrite à une catégorie ou à une usine - peuvent être si facilement récupérés par les syndicats. La tactique adoptée dans cette grève par la CGT et la CFDT est un véritable chef-d'oeuvre. Dès les premiers instants où la grève a éclaté, les syndicats ont immédiatement occupé les télex et téléphones, privant les grévistes de tout moyen de communication leur permettant d'étendre leur mouvement. Dès le début, ils sont partis en campagne - au nom de la défense du "public" à la veille des vacances - contre une "grève isolée", "limitée", présentant cette grève comme une "provocation du syndicat autonome". Comme cette tactique d'attaque frontale n'arrivait pas à désamorcer le mouvement, mais ne faisait qu'exacerber la résolution des "roulants", les syndicats - sûrs de ne pas être débordés - ont alors joué la carte de la "généralisation du conflit". Ils ont généralisé la défaite en faisant entrer en "lutte" d'autres catégories de cheminots hésitantes ou passives. Pour achever enfin le mouvement, ils ont organisé des grèves tournantes régionales, de dépôts, de 24 heures, reconductibles à bulletin secret, etc., tandis qu'ils faisaient chorus avec l'ensemble de la presse et de la radio pour dénoncer les "actions aventuristes" propres à priver "les travailleurs et les enfants de leurs vacances"...

Dans leurs basses besognes, la CGT, la CFDT et le syndicat autonome ont été admirablement servis par leurs compères gauchistes, criant et gesticulant à qui mieux mieux pour "l'extension de la lutte", c'était pour les uns - comme LO - se soucier du sort des "usagers" vis-à-vis d'un "mouvement catégoriel" risquant de priver les travailleurs ou leurs enfants de quelques jours de vacances" (Bulletin LO, 21-3-76), et pour les autres - comme la LCR - lancer des mises au pied du mur aux syndicats, en leur reprochant de "laisser sans consigne les cheminots" (Rouge, 26-3-76), alors que ceux-là les appelaient à la reprise du travail.

Les syndicats ont donc promptement enterré la grève. Mais, à la différence de 71, où une profonde démoralisation avait suivi l'enthousiasme de la grève, les syndicats n'ont pas réussi à briser la détermination des cheminots, même là où ils ont fait reprendre le travail. En essayant de mouiller la poudre, ils n'ont réussi qu'à éteindre la mèche. En effet, cette grève ne survient pas isolément. Partout à l'heure actuelle, dans les plus grandes usines comme Rhodia-

(SUITE PAGE 2)

GUERRE, ARMÉE, MOUVEMENT PROLETARIEN

Dans un article précédent, nous avons vu comment toutes les fractions de la bourgeoisie ont entretenu et orchestré, à partir des manifestations de soldats, la confusion dans la classe ouvrière sur la fonction même de l'armée. Cependant, pour qu'un tel faux débat soit crédible, il faut qu'il y ait eu dans le passé, à un moment donné de l'histoire, un lien direct ou indirect entre le mouvement prolétarien et l'armée. Or, si ce lien a réellement existé, c'est, d'abord et avant tout, dans des circonstances bien particulières de guerres qui pouvaient, ou bien être progressives comme les guerres d'unification nationale, ou bien être transformées en guerres civiles comme la Première Guerre Mondiale. En déduire que de l'armée pourraient surgir des forces progressistes, ou que l'armée bourgeoise pourrait passer au service du prolétariat, n'est qu'une généralisation qui traduit, au mieux, une incompréhension du mouvement général du prolétariat, au pire une volonté de désarmer la classe ouvrière. Mais, quelle que soit la période, quelle que soit la nature de la guerre, la fonction de l'armée reste toujours la même : c'est le bras armé de la bourgeoisie contre ses fractions concurrentes, et contre le prolétariat en lutte. Si un lien a réellement existé entre le prolétariat et l'armée, ce lien a été et restera celui qui unit la victime et son bourreau.

Trois questions peuvent cependant être dégagées comme origine de la confusion et de toutes les mystifications qui ont cours actuellement :

- Comment, au siècle dernier, la classe ouvrière pouvait être appelée à participer aux guerres nationales, être enrôlée dans une armée qui, par ailleurs, réprimait toutes ses luttes ;
- Comment sont nées les illusions que l'armée bourgeoise pouvait passer au service du prolétariat ;
- Comment, face à toutes les entreprises de confusion, peut se définir la position marxiste par rapport à toutes les conceptions d'origine individualiste et bourgeoise.

(SUITE PAGE 4)

L'activité politique de ces derniers temps en France a surtout été marquée par les élections cantonales dont les résultats ont montré une nette poussée de la gauche. Pour cette occasion, toutes les fractions politiques se trouveraient réunies pour demander aux travailleurs de choisir qui peut le mieux gérer leurs intérêts. A droite et à gauche, toute la campagne s'est faite sur l'importance de participer au vote. Or, si le Parlement n'a déjà pas de fonction politique effective, plus encore les Conseils Généraux ne sont qu'une mascarade et la bourgeoisie avait elle-même reconnu depuis longtemps leur inefficacité en se désintéressant de ces élections périodiques de "notables locaux". Mais aujourd'hui, la crise est là avec ses conséquences et le mécontentement croissant qu'elle engendre dans la classe ouvrière. Et les élections cantonales ont été l'occasion à ne pas manquer pour les défenseurs de l'économie nationale en danger — c'est-à-dire du capital national en faillite — de détourner l'attention d'une situation qui se dégrade de jour en jour. Au début, le gouvernement, préoccupé par des signes de plus en plus invisibles de "reprise", a été pris de court par l'opposition toujours prompte à fournir aux travailleurs des illusives "occasions de manifester leur mécontentement", en l'occurrence dans la sombre impasse de l'urne et de l'isoloir. Et désormais, c'est tout l'appareil politique qui s'ébranle pour mobiliser les électeurs pour les "municipales" de l'an prochain et les "législatives" de ... 1978 !

la crise s'intensifie

La reprise économique tant vantée, qui s'avère être un simple palier dans un cours général d'effondrement, a abouti à la dernière crise monétaire — dévaluation de plus de 5% du Franc — dont la conséquence principale va être une nouvelle flambée de l'inflation. Cette reprise, si elle est marquée par une augmentation effective de la production se fait sur le dos des travailleurs dont le niveau de vie continue de se dégrader de jour en jour : les prix ne cessent d'augmenter et le nombre de chômeurs va toujours croissant (1,4 million selon la CGT) bien que Fourcade, ministre des Finances, ait cru bon de présenter comme une victoire le "ralentissement de l'accroissement du chômage". Les cadences de travail également s'accroissent : la productivité du travail augmente alors qu'il y a réductions d'horaires et licenciements et une des conséquences en est l'accroissement des accidents du travail (°).

face au mécontentement

La grogne devenant de plus en plus forte, la bourgeoisie se trouve devant une nécessité : détourner le prolétariat de sa lutte réelle qui l'amènerait trop directement à remettre en cause l'appareil d'Etat. Et la meilleure façon, c'est de lui faire croire que ses intérêts s'identifient à ceux de cet Etat, de la "nation". Et la gauche montre qu'elle est apte pour cette besogne.

S.N.C.F.

(SUITE DE LA PAGE 1)

ceta, Peugeot-Beaulieu, ou les usines Béghin dans le Nord, se déroulent des grèves — longues le plus souvent — contre les licenciements ou pour des augmentations de salaires. Isolées les unes des autres par le talon de fer syndical qui les circonscrit au cadre de l'entreprise, elles traduisent un mécontentement de plus en plus fort chez les ouvriers et dont l'accumulation devient explosive.

Avec les effets de plus en plus violents de la crise du système capitaliste, les syndicats sont amenés à réagir dès le début du moindre incendie social, ne pouvant plus se permettre le luxe de la circonscire au cours de son développement, soit en l'éteignant brutalement (comme ce fut le cas à Renault), soit en allumant des contre-feux (journées nationales, débrayages par secteurs, grèves de 12 heures, 24 heures, etc) chaque fois qu'un secteur décisif du prolétariat est prêt à s'embraser.

La colère qui sourd au travers des grèves actuelles — aussi vite brisées que surgies — rend les digues syndicales dressées par la bourgeoisie contre le prolétariat de plus en plus fragiles. Des flots de mécontentement s'amoncellent, dont l'accumulation à un moment donné ne pourra qu'entraîner la rupture de ces digues sous l'immense flot prolétarien.

CHARDIN

"L'union de la gauche, c'est la prise en compte des intérêts de la population" disaient pendant la campagne électorale le PC et le PS. Et, pour les travailleurs peu convaincus, les "gauchistes" sont venus renchérir : "Un échec de la droite ne nous laisse pas indifférents. Au contraire, un camouflet à Giscard-Chirac-Ponia ne fera que renforcer le moral des travailleurs" ("Taupé Rouge" LCR). Enfin, pour ceux qui n'en seraient vraiment pas persuadés, on leur accorde l'inutilité de telles élections pour s'empresse d'ajouter que "dans les élections législatives ou présidentielles les travailleurs peuvent au moins exprimer quelque chose." (LO, 6/3/76).

Avec la gauche, les gauchistes trompent la classe ouvrière quand ils entraînent chaque ouvrier dans l'isoloir où il quitte son propre terrain, celui de la lutte de classe. Les élections ont pour fonction de faire de la classe une masse d'individus, d'atomes isolés, de "citoyens" liés à la nation, et toute justification qu'on donne pour y participer, quelle qu'elle soit, n'aboutit qu'à présenter l'intérêt du capital national comme l'intérêt de tous. On contribue ainsi à dévoyer les forces principales de la classe ouvrière : son unité dans la lutte et la conscience des buts de cette lutte.

La droite, face à un prolétariat de plus en plus combatif, est incapable à elle seule d'une crédibilité et c'est à la gauche que revient le rôle de faire croire que la crise actuelle est due à une mauvaise gestion du capital et c'est à elle que va revenir la charge d'adapter et de renforcer l'appareil d'Etat, seul organe, en période de décadence, capable d'assurer la survie de la société.

À travers le résultat des élections, ce qui se prépare, c'est l'arrivée au pouvoir de la gauche. Dans l'immédiat, le résultat n'engage en rien les vainqueurs quant à la prise en mains de l'appareil d'Etat. Pour la bourgeoisie, ces élections comme les autres n'ont pratiquement qu'un rôle de test qui prépare un changement de personnel qu'il lui faut mener avec la plus grande prudence possible. Le besoin de l'ordre capitaliste se traduit par le respect des élections, tant qu'elles ne sont pas démythifiées, de la part de tous les politiciens de la bourgeoisie. C'est ainsi que Marchais du PC insiste essentiellement sur les bavures de ces élections, sur la nécessité d'attendre encore ; le renvoi éternel aux calendes grecques du changement qui n'est que la carotte pour mieux préparer le bâton — la prise en mains et le renforcement de l'Etat par la gauche et ses auxiliaires gauchistes et les hommes de main que sont les syndicats.

le jeu des syndicats

Les syndicats organisent des grèves, des journées d'action comme celle du 9 mars, afin justement d'éviter qu'il y ait des lendemains d'action. Toutes ces manoeuvres, loin d'inciter à l'action, cherchent à convaincre par leur échec de l'inefficacité de toute action, à démoraliser et à présenter ainsi le bulletin de vote comme le seul moyen de s'exprimer sur le plan politique. Sous la poussée croissante de la lutte et pour enrayer cette combativité du prolétariat, on la canalise dans des combats sans issue où la seule solution offerte est la négociation toujours présentée comme une victoire, quel qu'en soit le résultat, mais qui n'est chaque fois qu'une défaite aboutissant à la reprise d'un travail de plus en plus dur, de plus en plus difficile à assurer.

oo

Politiquement, à l'heure actuelle, toutes les forces politiques s'engagent à gauche. Alors que jusqu'à présent, les partis de la politique d'"expansion" étaient encore au premier plan, restes de la période de reconstruction, maintenant, ce sont les partis "anti-crise" qui vont assurer la relève de cette politique usée, les partis de gauche.

Face à la crise, le prolétariat subit une exploitation de plus en plus féroce et au lendemain des élections et journées d'action se trouve à ces mêmes problèmes qu'avant : hausse des prix, austérité, chômage, qui ne pourront que l'entraîner au-delà de tous les mensonges à s'attaquer directement à l'Etat à travers des luttes qui devront et tendront à se généraliser, et ceci à l'échelle mondiale.

A. K.
(°) Ce qui s'est traduit dans les "scandales" des inculpations de chefs d'entreprises.

Que les récentes flambées de violence des viticulteurs du Midi expriment la colère et le désespoir d'une couche sociale — les viticulteurs et les paysans en général — qui a de plus en plus de difficultés à survivre dans une économie en crise, la grande majorité de la presse s'accorde à le dire. C'est là une constatation évidente. Une fois que l'on a dit cela, le gouvernement s'empresse de condamner la violence et de promettre des mesures protectrices, la gauche s'empresse d'accuser le gouvernement d'en être le responsable et de se proclamer grand défenseur de la cause paysanne — cela fera toujours quelques voix de plus aux prochaines élections — et les gauchistes, jamais à la traîne, s'empressent de sortir le slogan : "Ouvriers, paysans, même combat !" Pour les uns et pour les autres, il s'agit de se montrer politiciens responsables et conscients, capables éventuellement de gérer mieux que les autres cet Etat de tous les Français.

Quand on n'a pas à se déterminer par rapport à un électoralat en puissance, quand on sait que les problèmes qui secouent la France ne sont pas les problèmes de la France ni d'une mauvaise gestion de l'Etat national, mais que ces problèmes sont le fait d'un système économique mondialement en crise et dont la solution ne se trouve que dans les mains de la classe ouvrière mondiale, on peut se permettre de rappeler certaines vérités du marxisme :

1° - S'il existe un "problème paysan", si les petits paysans sont en train de disparaître en France, ce n'est pas à cause de la méchanceté de tel ou tel gouvernement. Tous les gouvernements, tous les Etats, ne font qu'appliquer les mesures qu'imposent les lois économiques du capitalisme, les lois du marché : toute production non rentable, non concurrentielle, est vouée à disparaître inexorablement. Cette loi s'applique autant pour le petit producteur agricole que pour le petit patron industriel, que pour l'artisan : vendre ou disparaître. En période de crise, quand la production est excédentaire par rapport aux marchés solvables, cette loi ne peut que devenir plus meurtrière. Ainsi, en 15 ans, plus de 700.000 exploitants agricoles sont disparus, actuellement, une ferme disparaît toutes les douze minutes. C'est ce même danger qui menace les viticulteurs du Midi parce que, face à la concurrence, leur vin coule. Cette loi du marché, aucun gouvernement, quelle que soit sa phraséologie démagogique, ne peut l'esquiver.

2° - Qu'une couche sociale qui se voit disparaître se révolte et en arrive à utiliser la violence contre l'Etat pour essayer de survivre, n'est pas étonnant. Dire que cela lui confère un quelconque caractère révolutionnaire ou potentiellement révolutionnaire, c'est raisonner avec le même genre de logique superficielle et fautive que : "l'ennemi de mon ennemi est mon ami", ou "le pouvoir est au bout du fusil" (glorification de la violence "populaire" particulièrement chère aux maofistes). La théorie révolutionnaire ne peut se fonder sur des jeux de mots ou des clichés bons à justifier n'importe quoi. Le caractère révolutionnaire d'une classe ne se juge pas à son degré de révolte contre l'Etat, ni à sa capacité à faire usage de la violence. Le pouvoir est peut-être au bout du fusil ; ce qui compte est qui tient le fusil.

La révolte des producteurs agricoles n'est pas une révolte contre l'Etat, même si traditionnellement ils s'attaquent aux préfectures, représentantes de l'Etat central. Leur révolte s'exprime pour "exiger de l'Etat" telle ou telle mesure de protection. De par leur situation, les producteurs agricoles ne peuvent en aucun cas arriver à remettre en question réellement l'Etat. Tout au plus peuvent-ils aspirer à un utopique retour en arrière, à une époque où ils ne subissaient pas les contraintes de cet Etat "central" et où ils arrivaient quand même à survivre sur un écoulement local de leur production.

A l'époque de l'"Europe verte", où s'impose la nécessité de planifier et de rentabiliser la production agricole au niveau de l'Europe, l'Etat joue un rôle de tampon entre les nécessités générales de l'Europe (rentabilisation par la concentration des structures productives, élimination des exploitations improductives...) et la résistance que rencontrent ces nécessités de changement. Le rôle de l'Etat par rapport aux exploitations non rentables est de les faire disparaître avec un minimum de dégâts. D'où les constantes subventions, primes, mises à la retraite anticipée etc., pis-aller auquel l'Etat est contraint d'autant plus qu'à l'heure de la crise et du chômage croissant, il n'est pas question de pouvoir réintégrer ces couches dans d'autres secteurs de la production.

L'histoire de toutes les sociétés de classe et du capitalisme en particulier nous a montré qu'il ne suffit pas d'être une classe sociale opprimée pour être une classe porteuse d'un avenir historique, pour être une classe révolutionnaire. Depuis le début du capitalisme, la configuration de la société n'a pas cessé d'évoluer : les couches sociales qui ne trouvent plus de place dans le processus de production deviennent anachroniques et disparaissent sans pour autant changer le fondement des rapports de production capitalistes. De tels changements ne se sont jamais produits sans douleurs. Ainsi, aux Etats-Unis ou en Angleterre, la petite paysannerie est depuis longtemps pratiquement inexistante, parce que le processus d'industrialisation y a englobé même la production agricole, ce qui n'a pas été le cas en France. A cause du poids que représentent les paysans en France, tous les partis politiques se sentent obligés de leur dédier une partie de leur programme. Les gauchistes prétendent les récupérer sous le "programme ouvrier". Malheureusement, il ne suffit pas de répéter mille fois : "Ouvriers, paysans, même ennemi, même combat !" pour que cela devienne une réalité.

3° - Du fait que les paysans (nous excluons ici évidemment le prolétariat agricole) possèdent leurs moyens de production (terre, tracteurs, bétail, quelles qu'en soient les quantités), du fait qu'ils sont des producteurs isolés dont le seul lien avec le reste de la société est une relation marchande, le type de solution qu'ils sont amenés à concevoir à leurs problèmes est la solution individuelle. Tout autre est la réalité sociale de l'ouvrier qui, par le fait qu'il travaille collectivement, est poussé à ne concevoir qu'une solution collective (dont la grève est la première expression).

La réalité du producteur agricole est de se trouver en position de concurrent face aux autres producteurs agricoles, et en position d'"épiciériste" face à la classe ouvrière. Alors que l'intérêt des ouvriers est de faire baisser les prix des produits agricoles, l'intérêt objectif du producteur agricole est de les faire monter — quitte à détruire, comme tous les ans, des centaines de tonnes de sa production afin de ne pas faire baisser les prix.

La réalité sociale du producteur individuel le pousse, bon gré, mal gré, à défendre tous les aspects les plus réactionnaires, les plus immobilistes, de la société : son lopin de terre, sa région, son pays. Autant d'aspirations que la bourgeoisie a intérêt à maintenir en vie — même si dans les faits elles deviennent de plus en plus évidemment anachroniques et caduques — et que, seule la révolution prolétarienne balayera, en ouvrant de nouvelles perspectives à l'humanité entière.

Taly

Note : Dans le numéro 4 de R. I. ancienne série (juillet 70), l'article "Le problème paysan" développe plus amplement ce sujet.

REVOLUTION INTERNATIONALE

B.P. 219
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements et versements à

C. Giné CCP La Source 34 195 33

Abonnements :

1 an (12 numéros)..... 20 F

6 mois (6 numéros) 10 F

Directeur de la publication : C. Giné

Numéro de Commission Paritaire : 54 267

Abonnements couplés : 12 numéros

du journal et 4 numéros de la

"Revue Internationale" :

France 40 F

Etranger 60 F

Hors d'Europe par avion 80 F

Imprimerie : G. Tautin,

9, passage Dieu - Paris 20°

Diffusé par les N.M.P.P.

Dans notre précédent article, nous avons vu que l'actuelle politique super-nationaliste et d'indépendance à l'égard de l'URSS de la part des partis staliniens, et particulièrement du PCF, n'était pas quelque chose de nouveau. Elle s'inscrit en fait dans la continuité de la nature fondamentalement capitaliste des PC, qui, à l'heure actuelle, pour amadouer les fractions de la bourgeoisie qui doutent encore de son nationalisme et qui résistent à sa venue au pouvoir rendue nécessaire dans certains pays par la situation économique et sociale, sont conduits à mener toutes sortes de campagnes bruyantes en faveur de "l'indépendance nationale", des "voies nationales au socialisme", etc.

L'autre facette de la politique actuelle des PC réside dans leur "tournant démocratique" à travers lequel ils prétendent avoir abandonné pour toujours leurs tendances totalitaires et liberticides. Dans ce second article, nous allons examiner la signification de cet aspect des présentes campagnes des PC qui paraissent rapprocher ces partis des partis social-démocrates.

Pour cela, il est nécessaire de redéfinir la signification actuelle de la démocratie tant revendiquée aujourd'hui, en particulier par le PCF, et de dégager les différences qui existent entre partis staliniens et social-démocrates.

démocratie et capitalisme d'état

La démocratie parlementaire est la forme appropriée d'organisation de la vie politique de la bourgeoisie dans la phase ascendante du capitalisme. Elle est l'équivalent, en politique, du libéralisme économique. Elle constitue le cadre permettant, d'une part, aux différentes fractions de la classe bourgeoise de confronter leurs intérêts, de s'associer ou de s'opposer pour la direction de l'Etat, et, d'autre part, de maintenir le mythe d'un Etat populaire, au-dessus des classes, défenseur des intérêts de tous. Elle est, par conséquent, une forme politique et idéologique bourgeoise par excellence. C'est elle qui se développe au XIX^{ème} siècle dans les principaux pays industriels : Angleterre, Etats-Unis, France et plus tardivement, en Allemagne, en remplacement (à l'exception des Etats-Unis évidemment) des formes de gouvernement autoritaires héritées des structures féodales.

Avec l'entrée du capitalisme dans sa phase de décadence à partir de la première guerre mondiale, la démocratie parlementaire devient caduque comme instrument de la domination politique de la bourgeoisie. Face aux contradictions de plus en plus insolubles qui déchirent la société, la tendance au capitalisme d'Etat s'impose avec de plus en plus de force. Celui-ci s'exprime par une prise en main totalitaire, par l'Etat, de l'ensemble des rouages de la société, par l'absorption de la part de cet organe de toute la vie sociale. Les formes politiques les plus appropriées à cette situation historique sont les régimes de parti unique, disciplinant la manifestation des divergences au sein de la classe dominante et intégrant, au sein de l'Etat, toute expression de la vie de la classe ouvrière. La démocratie classique ne survit, et uniquement de façon formelle, que dans les pays les plus développés comme un vestige d'une époque révolue et un ornement dont la fonction n'est plus que de constituer un paravent pudique et mystificateur autour du renforcement totalitaire de l'Etat.

partis "socialistes"

et "communistes"

Les partis "communistes" sont une des expressions les plus pures de cette tendance générale vers le capitalisme d'Etat. Alors que les partis sociaux-démocrates sont nés dans la période d'apogée du système capitaliste et sont liés de façon indissoluble, tant du point de vue de leur programme et de leur idéologie que du mode d'organisation et d'activité, aux formes politiques dominantes de cette période, les partis staliniens sont un produit spécifique de la période ouverte avec la première guerre mondiale. Ils sont apparus, en tant que partis bourgeois, après leur abandon du terrain du prolétariat, comme produits de la contre-révolution et comme expression majeure du capitalisme d'Etat. Par leur programme économique et social -étatisation complète de l'économie et militarisation du travail- comme par leur programme politique et leur mode d'organisation -mise en place d'un régime de parti unique et monolithique mettant fin à toute manifestation du jeu démocratique des différentes fractions du capital- ils constituent les représentants les plus énergiques de la tendance vers le capitalisme d'Etat. Dans la période de décadence, cette tendance est générale et tous les partis du capital sont obligés de s'y adapter et de prendre des mesures dans ce sens, mais les partis "communistes", parce qu'ils sont les partis du capital les moins liés aux formes classiques de l'économie et de la politique bourgeoises, sont ceux qui représentent cette tendance avec le plus de décision et de brutalité.

Les partis "socialistes" ont un certain nombre de points communs avec les partis "communistes" : de leur origine ouvrière, ils ont tiré la revendication (plus ou moins mise en pratique) de la suppression du capital privé et un poids très important dans l'appareil d'encadrement syndical du prolétariat qui en font également des représentants du capitalisme d'Etat. Mais, alors que les partis "communistes" ont rompu, dans le passé, et peuvent encore le faire, aussi bien avec la démocratie parlementaire qu'avec la légalité, dans la prise du pouvoir politique comme dans les mesures d'étatisation de l'économie, les partis sociaux-démocrates sont liés de façon indissoluble à cette forme politique et à cette légalité.

les tournants

des partis "communistes"

Les partis staliniens, confrontés au jeu politique de la bourgeoisie classique, sont amenés suivant les circonstances, et sans changer de nature, à opérer des tournants afin de pouvoir jouer sur l'ensemble des terrains permis par la scène bourgeoise : démocratie parlementaire ou domination totalitaire en s'opposant à toutes les autres fractions de la bourgeoisie. C'est pour cela que, beaucoup plus que les autres partis bourgeois, les partis staliniens sont les partis des tournants par excellence "de droite" ou "de gauche".

- 1923-24, à gauche : c'est la "bolchévisation" des PC qui, sous la conduite de Zinoviev, à la tête de la III^{ème} Internationale, donne une impulsion ouvrière à la propagande et au mode d'organisation des partis de celle-ci (création des cellules d'usine).

- 1925-29, à droite : alliance avec les trade-unions en Grande-Bretagne, avec Tchang Kai Tcheik en Chine, qui se traduit par l'élimination de Zinoviev à la tête de la III^{ème} Internationale, par l'expulsion de l'opposition de gauche (Trotsky).

- 1929-34, à gauche : politique de la "Troisième période" : en Russie, c'est la liquidation de la politique de Boukharine favorable aux paysans : c'est la "dékoulakisation", c'est-à-dire l'expropriation violente de la petite paysannerie. Au niveau international, c'est la mise en avant des politiques "classe contre classe", de lutte résolue contre la social-démocratie mise sur le même plan que le fascisme ("social-fascisme").

- 1934-39, à droite : politique des "fronts populaires" où les partis staliniens passent des alliances avec les partis "démocratiques" et de "gauche".

- 1939-41, à gauche : face à la guerre impérialiste, on voit les partis "communistes" se revendiquer de nouveau de l'"Internationalisme prolétarien" et du "défaitisme révolutionnaire".

- 1942-48, à droite : participation aux différents blocs et fronts nationaux de la "Résistance" et aux gouvernements de "reconstruction nationale" à la fin de la guerre aux côtés de tous les partis "anti-fascistes".

+ 1948-60, à gauche : la guerre froide a conduit la plupart des partis communistes à s'isoler dans leur "ghetto" et à s'opposer violemment à tous les autres partis y compris aux partis de gauche.

Depuis le début des années 60, on assiste, particulièrement avec le PCF (les autres partis ayant quelquefois suivi des évolutions différentes) à un virage "à droite" qui rapprochent les PC des autres partis bourgeois. Les politiques de "compromis historique" en Italie, de "Junte Démocratique" en Espagne ou "d'Union de la Gauche" en France sont l'aboutissement de ce nou-

veau tournant dans la politique des partis staliniens. Les actuelles proclamations "démocratiques" des différents partis "communistes", et en particulier du PCF, s'inscrivent donc dans la lignée de ces tournants. Ce tournant est-il destiné à raffermir l'emprise des partis staliniens sur les ouvriers, ou, au contraire, a-t-il pour but de rassurer les autres couches de la société, et en particulier la bourgeoisie, sur les intentions des PC ?

la "démocratisation"

actuelle du p.c.f.

En toile de fond de l'actuelle évolution des partis staliniens se trouve la nécessité croissante, face à l'aggravation de la crise et la montée des luttes de classe, d'une participation de plus en plus active de leur part à la "gestion des affaires" de l'Etat capitaliste, afin de mieux assurer la mystification de la classe ouvrière et le dévoiement de ses luttes. On peut donc établir qu'il existe un lien entre ces deux phénomènes. Cependant, s'agit-il d'un lien direct -le "tournant démocratique" comme meilleure technique pour mystifier la classe ouvrière- ou indirect -le "tournant démocratique" comme moyen de parvenir au pouvoir afin de mieux être en mesure de mystifier la classe ouvrière ?

Une première question se pose : au-delà des déclarations démagogiques de la part des fractions de droite du capital, existe-t-il dans la bourgeoisie française une peur véritable du PCF et une résistance à sa venue au pouvoir même si celle-ci devient nécessaire ? En fait, et la bourgeoisie connaît bien son histoire, les partis staliniens n'en sont pas à leur premier "tournant démocratique" et bien souvent, ceux-ci se sont terminés tragiquement pour la bourgeoisie classique. En matière de "démocratisation", le PCF et ses acolytes ont donc déjà une longue histoire derrière eux. En 1933-34, Thorez engage une campagne pour que "les bouches s'ouvrent" contre la clique Barbé-Celor exerçant un contrôle dictatorial sur l'appareil. Le parti est engagé à faire son "autocritique", sa base à "critiquer les erreurs du passé". Après la seconde guerre mondiale les "Démocraties Populaires" sont constituées sur la base d'une participation minoritaire des PC aux gouvernements "anti-fascistes" d'Europe de l'Est, de Pologne, de Hongrie, de Tchécoslovaquie et d'Allemagne de l'Est. Pendant quelques courtes années les PC "jouent le jeu démocratique" jusqu'au moment où, ayant noyauté l'appareil d'Etat, ils se débarrassent des autres fractions de la bourgeoisie d'une façon brutale (en Tchécoslovaquie, Masaryk est tout bonnement passé par la fenêtre).

En 1968, la Tchécoslovaquie connaît un tel tournant avec le "socialisme à visage humain" promu par un vieux routier de l'appareil stalinien : Dubcek. Là encore, la démocratisation est de courte durée et c'est un des autres promoteurs du "printemps de Prague", Husak, qui, sous la surveillance des blindés russes, se fait le "normalisateur" aux côtés du président "liberté" Svoboda.

Si les partis staliniens ont déjà une longue habitude des "tournants démocratiques", cela ne les a pas empêchés, le moment venu, quand les circonstances l'ont permis, d'opérer des "tournants totalitaires" au détriment des autres secteurs de la bourgeoisie. Leur nature d'expression la plus achevée du capitalisme d'Etat les conduit, dès qu'ils sont au pouvoir, à tenter d'étendre leur noyautage totalitaire à l'ensemble des rouages de l'appareil d'Etat.

L'expérience récente du Portugal montre à quel point ces partis sont conduits à une telle politique totalitaire dès qu'ils sont au pouvoir : en quelques mois, le PCP s'était emparé de l'essentiel des moyens de gouvernement et de propagande : presse, radio-télévision, 5^{ème} division de l'Etat-Major chargée de la "dynamisation culturelle".

Tout cela, les fractions "démocratiques" de la bourgeoisie le savent, et elles n'ont, par conséquent, qu'une confiance très limitée dans ces partis. Au fur et à mesure que la lutte de classe va se développer, elles se tourneront de plus en plus vers eux comme ultime planche de salut (là où ils jouent un rôle politique important),

mais en attendant que celle-ci ne les menace directement, elles ont tendance à ne voir dans ces partis que leur aspect "anti-démocratique" d'agents déçus du capitalisme d'Etat, et ceux-ci doivent faire tous les efforts possibles pour essayer de passer pour ce qu'ils ne sont pas dans le fond. L'abandon du terme "dictature du prolétariat" par le PCF correspond à une nouvelle tentative d'amadouer aussi bien les fractions de la bourgeoisie qui n'ont pas encore confiance en lui que les couches de la petite-bourgeoisie dont il aspire à capter les voix au moment des élections (1). Et ce tournant actuel de sa politique lui est permis par le fait qu'il réussit encore à assurer un contrôle suffisant sur la classe ouvrière en France. Le jour où celle-ci tendra à secouer ce contrôle, il ne faudra pas s'étonner de voir le PCF adopter un langage beaucoup plus "gauchiste" afin de ne pas se faire déborder et de pouvoir continuer à assumer son rôle de dévoyeur de la lutte de classe.

mystification «démocratique»

et classe ouvrière

L'opium "démocratique" avait constitué une arme fondamentale de l'écrasement de la vague révolutionnaire qui avait suivi la première guerre mondiale. A l'époque, de telles mystifications avaient un poids énorme dans la classe ouvrière dans la mesure où on sortait de toute une période historique où la démocratie avait un sens du point de vue des formes de gouvernement. Mais, après plus d'un demi-siècle de décadence du capitalisme où la démocratie n'a survécu que comme simple instrument de mystification, son emprise idéologique, du moins sous sa forme classique, sur une classe ouvrière retrouvant le chemin des combats décisifs contre le capital tendra à s'épuiser beaucoup plus rapidement.

Cela est particulièrement vrai sur le plan de la démocratie électorale. Si les élections constituent un bon moyen de défouler le prolétariat et de prévenir les luttes en ce sens qu'elles atomisent la classe en une somme de "citoyens", une fois que ces luttes se sont développées de façon importante, elles perdent une grande part de leur efficacité. Ce qui faisait leur force, la séparation absolue entre l'électeur et la classe, devient leur faiblesse puisque le premier n'a plus aucun lien ni impact sur la seconde en train de se constituer.

Plus généralement, les mystifications démocratiques classiques ont nettement moins d'impact sur un prolétariat combatif que les mystifications directement "prolétariennes" : "socialisme", "suppression du capital privé", "contrôle ouvrier", "autogestion", "pouvoir à la base", etc. C'est ainsi que les partis sociaux-démocrates qui se basent surtout sur les premières sont moins aptes à contrôler les ouvriers les plus combatifs que les partis staliniens qui eux mêmes doivent quelquefois céder la place aux gauchistes, lesquels dénoncent justement toute la "farce démocratique et électorale".

C'est pour cela que des thèmes comme la "dictature du prolétariat" ne sont pas faits pour faire peur aux ouvriers les plus engagés dans la lutte, et leur élimination par le PCF ne s'adresse certainement pas à eux.

Aujourd'hui, le PCF se fait "mouton". A l'égard de la bourgeoisie, il dit qu'il a renoncé à tous ses mauvais penchants totalitaires du passé. A l'égard du prolétariat, il promet un "programme social avancé" si jamais il monte au pouvoir. Demain il se fera "loup". Quand pour lui le problème n°1 ne sera plus de rassurer une bourgeoisie déjà aux abois mais de réprimer un prolétariat de plus en plus combatif, il pourra se permettre de prendre un langage beaucoup plus "ouvrier", en même temps qu'oubliant ses couplets sur la liberté, il exercera, avec le soutien "critique" des gauchistes, une dictature de plus en plus féroce et totalitaire sur la classe ouvrière... si elle le lui permet.

(1) En ce sens, nous ne partageons pas le point de vue exprimé dans l'article du n°22 de R.I. : "Hier, aujourd'hui, demain, le PCF contre la classe ouvrière", qui tend à faire de la démocratisation actuelle du PCF une politique destinée à mieux capter la confiance d'un prolétariat de plus en plus combatif.

GUERRE, ARMÉE, MOUVEMENT PROLÉTARIEN

guerres nationales ou dynastiques

Au XIX^{ème} siècle, l'unification en nation était une condition même du développement du capitalisme et, donc, les conditions objectives de la révolution prolétarienne. Ainsi, à cette époque, pouvait-on distinguer les guerres nationales des guerres dynastiques, les unes contribuant au développement général du capitalisme, les autres ne visant qu'à la sauvegarde d'un gouvernement particulier.

Marx et Engels n'ont pas caché leur soutien aux Nordistes dans la Guerre de Sécession, ni la participation de nombreux insurgés de 1848 et de membres de l'ancienne "Ligue des Communistes" comme Willich, Weydemeyer, etc. Cette guerre, qui faisait de l'armée nordiste une armée progressiste devait en effet aboutir à l'abolition de l'esclavage dans le Sud, à la victoire du Nord industriel sur le Sud agrarien.

Par contre, la guerre franco-prussienne de 1870-71 ne pouvait amener que des positions ambiguës de la part des marxistes, conscients qu'ils faisaient entre Bismarck et le Second Empire le choix entre la peste et le choléra, mais conscients en même temps que les conditions ne sont pas mûres pour la révolution. Si bien que Marx appelle les ouvriers allemands à prendre position dans une guerre, dynastique du côté français et défensive du côté allemand, à aller libérer les ouvriers français de "cet incubus pestilentiel, le Second Empire" ("Second Manifeste du Conseil Général sur la guerre franco-prussienne", 9/9/70) Mais il n'appelait pas pour autant au soutien de l'armée et de la guerre : "Nous sommes ennemis de toutes les guerres, mais par-dessus tout, des guerres dynastiques. Avec une peine et une douleur profondes, nous sommes forcés de subir une guerre défensive comme un mal inévitable, mais nous faisons appel, en même temps, à toute la classe ouvrière allemande pour rendre impossible le retour d'un tel immense malheur social en revendiquant pour les peuples eux-mêmes, le pouvoir de décider de la paix ou de la guerre et en les rendant eux-mêmes maîtres de leurs propres destinées" (cité dans le "Premier Manifeste du Conseil Général sur la guerre franco-prussienne", juillet 1870).

la bourgeoisie armée contre la classe ouvrière au XIX^{ème} siècle

Ainsi, même à cette époque, la participation des ouvriers aux guerres nationales se faisait uniquement sur la base du développement des conditions objectives de la révolution prolétarienne à l'échelle mondiale. Ils n'avaient pas d'illusions sur la fonction nationale des armées les plus progressistes, ni sur celle des milices qui se sont révélées, dans la répression des luttes ouvrières de 1831 ou de 1848, les bourreaux les plus éclairés de la bourgeoisie. La Garde Nationale pouvait faire figure d'alliée du prolétariat seulement dans la mesure où, dans certains cas, elle a soutenu un mouvement dirigé au départ contre des fractions plus rétrogrades de la bourgeoisie. Ainsi, elle a appuyé la lutte des Canuts en 1831 aussi longtemps que cette lutte était dirigée contre la rapacité des fabricants lyonnais et pour "vivre libre en travaillant". Avant-garde de la bourgeoisie, la Garde Nationale reprenait bien vite, dès que le mouvement faiblissait, son rôle de répression : "Lorsque le législateur a remis des armes à des citoyens, il a voulu armer la propriété, la liberté régulière, l'industrie contre tout ce qui peut les menacer" (Casimir Périer, cité dans "Histoire du Mouvement Ouvrier", de Dolléans). Le 3 décembre 1831, ce sont 20 000 hommes de troupe et 150 canons qui font leur entrée dans Lyon pour réprimer les ouvriers en lutte. De la même façon, en 1848, alors que la garde nationale est restée passive en février, elle est devenue, en juin, le principal axe du parti de l'ordre contre le prolétariat. A aucun moment, il n'y a eu fraternisation effective entre le prolétariat et la garde nationale : il y a eu seulement alliance de certaines fractions de la bourgeoisie et du prolétariat, à une époque où ceux-ci pouvaient faire ensemble quelques pas dans le sens du développement du capitalisme.

la naissance des illusions

De la Commune de Paris, comme de la Première Guerre Mondiale, sont nées les premières illusions de la classe ouvrière sur l'armée : l'illusion que la Garde Nationale pouvait fraterniser avec la classe ouvrière, l'illusion que l'armée bourgeoise pouvait armer le prolétariat.

Cette illusion se basait d'abord sur la mobilisation massive des ouvriers dans l'armée à des moments très précis de l'Histoire. Avant la Commune, les défaites et les pertes subies par l'armée et la Garde Nationale dans la guerre franco-prussienne avaient obligé le gouvernement à permettre à des ouvriers d'en acheter les charges : "Paris ne pouvait résister que parce que, en conséquence du siège, il s'était débarrassé de l'armée et l'avait remplacée par une Garde Nationale dont la masse était constituée par des ouvriers... Le premier décret de la Commune fut donc la suppression de l'armée permanente et la substitution à cette armée du peuple armé". (Marx, "Adresse du Conseil Général de l'A.I.T." du 30/5/71). De la même façon, pendant la Première Guerre Mondiale : "L'opposition entre le peuple et l'armée fut supprimée dans la mesure où le peuple devint l'armée pendant la guerre... Les grandes pertes en officiers obligèrent le gouvernement à enrôler la jeunesse universitaire, les instituteurs, etc. dans le service des officiers. Ces éléments démocratiques ne pouvaient pas naturellement constituer un rempart contre les tendances révolutionnaires dans l'armée". (Radek, "Les voies de la révolution russe").

Si les conditions, dans les deux cas, sont les mêmes : UNE MOBILISATION MASSIVE DES OUVRIERS DANS L'ARMÉE EN GUERRE, les circonstances historiques de ces deux mouvements sont différentes et leur donnent des limites liées à la période et à la nature de la guerre qui les ont engendrés.

En 1871, la révolution prolétarienne n'était pas à l'ordre du jour ; le problème de la destruction de l'armée ne pouvait donc pas être résolu, et la défaite a été complète pour la classe ouvrière : l'Allemagne a vaincu la France, mais l'armée de Thiers et de Bismarck ont vaincu les ouvriers. Si le prolétariat a appris de la Commune qu'il fallait s'emparer du pouvoir, il en a aussi gardé l'illusion que son armement pouvait se faire à partir de l'armée bourgeoise, illusion encore accentuée, en 1917, par l'existence des conditions objectives de la révolution, et donc, par la possibilité de transformer la guerre impérialiste en guerre civile

A l'ère impérialiste, il ne peut plus y avoir pour la bourgeoisie de guerres nationales donc progressives ; toute guerre, et en particulier, une guerre mondiale ne sert qu'à défendre des intérêts entre fractions concurrentes de la bourgeoisie. LA DESTRUCTION DE L'ARMÉE EST DONC A L'ORDRE DU JOUR. La classe ouvrière peut maintenant prendre la tête de la dislocation de l'armée en voie de décomposition. Seuls les bolcheviks ont compris assez tôt ce lien réel entre le mouvement prolétarien et l'armée en guerre : la classe ouvrière étant la seule classe dont le programme contient l'abolition des conditions mêmes qui provoquent la guerre, peut seule poser le problème de la destruction de l'armée. Mais les conditions qui ont permis la prise du pouvoir en Russie ont été à la base d'autres illusions, suivant lesquelles des noyaux prolétariens pourraient se former dans l'armée n'importe quand, n'importe où, à n'importe quel moment.

les révolutionnaires, l'armée, la guerre

Après les illusions nées de la Commune, avant celles nées de la Première Guerre Mondiale, à la période de rupture entre le moment du développement du capitalisme et celui de la décadence, les révolutionnaires hésitaient pour prendre une position claire par rapport à l'armée, par rapport à la guerre ; il a fallu la Première Guerre Mondiale pour que la seule position réellement marxiste se dégage des faits eux-mêmes par la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, par la révolution russe de 17. Elle a définitivement con-

damné toutes les conceptions qui refusaient ce lien effectif entre le mouvement prolétarien et l'armée, que ce soit celles qui voyaient dans l'armée un corps isolé à détruire isolément, ou celles qui voyaient dans la grève générale seule la seule solution à la guerre. L'une et l'autre refusaient de voir dans les rapports de production et la guerre impérialiste les causes et les effets de la nécessité, pour le capitalisme, de survivre ; elles refusaient de voir dans la guerre impérialiste le résultat de contradictions nées des rapports de production.

Pour la première, l'armée serait une création arbitraire de la bourgeoisie, une idéologie destinée à brimer des individus encore épris des idéaux de la révolution bourgeoise : la Justice, la Paix, l'Humanité... et que l'action énergique d'une poignée d'hommes résolus suffirait à balayer, entraînant derrière elle tout un "peuple" enfin conscient. Avec ce volontarisme, les anarchistes s'étaient forgés, pour eux seuls, toute une théorie du "héros", de l'acte exemplaire, qui refuse individuellement le port des armes, qui refuse individuellement le service militaire, qui déserte, qui sabote le matériel militaire. En donnant naissance à celle de la grève générale, cette conception n'a conduit, dans les faits, qu'au pacifisme béat ou à la défense de l'"Union Sacrée".

La théorie de la grève générale, reprise par la majorité des partis de la II^{ème} Internationale, est tout aussi volontariste que la position anarchiste individualiste. Refusant elle aussi de voir le système capitaliste comme un tout, elle isole non pas l'armée, mais le système de production : toute solution réside dans la volonté des ouvriers de s'opposer à la guerre par la grève générale. Engels avait déjà combattu cette théorie dès 1873 :

"La grève générale est... le levier qu'on engage comme prélude à la révolution sociale. Un beau matin, tous les ouvriers de toutes les corporations... cessent le travail, forçant ainsi... les classes possédantes ou bien à demander pardon à genoux, ou bien à foncer sur les ouvriers, de sorte que ceux-ci ont alors le droit de se défendre et par la même occasion de jeter bas toute la vieille société"... ("Les Bakounistes au Travail").

Bien que la II^{ème} Internationale ait été assez hétéroclite pour que le révolutionnaire Lénine et le futur chauvin en fassent partie, sa position officielle sur la guerre a toujours été assez vague pour permettre la cohabitation entre la théorie du défaitisme révolutionnaire et celle de la grève générale, du moins jusqu'à la trahison effective des partis social-démocrates en 1914. Alors, le courant qui se dégageait dès 1908 par exemple dans la CGT : "A toute déclaration de guerre, les travailleurs doivent, sans délai, répondre par la grève générale révolutionnaire" se révéla être ce qu'il était : la guerre est venue, mais pas la grève générale ; puisque la révolution n'a pas eu lieu comme prévu, chaque ouvrier doit donc d'abord défendre SA nation, collaborer avec la bourgeoisie dans cette défense nationale. Se réclamant d'une position juste au XIX^{ème} siècle, Kautsky en fait une caricature en l'appliquant à l'époque de l'impérialisme : dans le premier cas, participer à la guerre, c'est permettre le développement des conditions objectives de la révolution, dans le second cas, c'est de la trahison, de la collaboration de classe pure et simple.

Seule une minorité, en appelant à transformer la guerre impérialiste en guerre civile, a su comprendre le lien réel entre le mouvement prolétarien et la guerre, prendre une position basée non plus sur le volontarisme, mais uniquement sur les antagonismes de classe. A un problème de classes ne peut répondre qu'une solution de classe. Ainsi, les ouvriers mobilisés massivement dans l'armée pouvaient faire, à cette période de crise généralisée, un rapprochement entre les conditions matérielles de leur nouvelle situation de soldats et leur ancienne situation d'ouvriers, entre les flots de sang du massacre impérialiste et les gouttes de sueur du travail salarié. De plus, si, de ce fait, la décomposition de l'armée per-

mettait la formation de noyaux prolétariens, les grèves contre les salaires de guerre, de plus en plus nombreuses et violentes à l'arrière, aussi bien en Espagne, qu'en Angleterre, en Russie, en France, ne faisaient que renforcer la possibilité objective de transformer la guerre impérialiste en guerre civile en une possibilité subjective du prolétariat lui-même. Aux défaites des armées sur le front s'ajoutaient les défaites du patronat face aux grévistes, les défaites de la police face aux manifestants. C'est dans ce contexte qu'ont pu se produire des milliers de désertions sur le front, que la propagande des bolcheviks sur le front russe a pu être particulièrement efficace, que des fraternisations massives et des mouvements d'enverger ont pu se propager en Russie, en Allemagne, en Italie, en France... Si cette position s'est révélée, par ses conséquences, être la seule position marxiste, c'est seulement parce qu'elle part d'une analyse correcte de la période impérialiste, des rapports entre la décomposition de l'armée qui en découle et la conscience du prolétariat qu'elle a pu déboucher sur la première révolution prolétarienne effective de l'Histoire.

l'armement du prolétariat

Le problème de l'armement du prolétariat existe depuis que le capitalisme existe, depuis que les rapports de production capables d'engendrer la révolution prolétarienne existent. Cependant, c'est l'un des problèmes que la classe ouvrière a le plus de difficultés à comprendre, surtout depuis que des ouvriers peuvent être enrôlés dans l'armée. Le mythe des armes -qui a les armes a le pouvoir- est alors devenu le prétexte à toutes les formes "modernes" de volontarisme : le moyen -l'armement du prolétariat- devient alors un but : il faut d'abord prendre les armes, la conscience viendra ensuite. Ainsi, on réduit la portée du problème à un simple problème technique : comment prendre les armes ? Alors que l'armement du prolétariat est avant tout un problème politique : L'ARMEMENT DU PROLÉTARIAT EST AVANT TOUT DETERMINE PAR LA CONSCIENCE QU'IL A DE LA NECESSITE DE S'ARMER POUR PRENDRE LE POUVOIR. Si, en 1871, la Commune a été vaincue, ce n'est pas tant parce qu'elle manquait d'armes, que parce qu'elle s'est progressivement repliée derrière ses propres barricades au lieu d'attaquer Versailles. Dans le processus de la révolution, la classe ouvrière n'a pas à se défendre d'une attaque de la bourgeoisie, c'est elle qui, au contraire, doit mener l'offensive contre la bourgeoisie.

L'adaptation de cette offensive à la période, à la nature de la guerre est l'autre face de cette prise de conscience. Ce qui était, au XIX^{ème} siècle lutte pour le développement des conditions objectives de la révolution prolétarienne mondiale n'est, en 1914, à l'ère de l'impérialisme, qu'une vulgaire pratique de collaboration de classe. Les noyaux prolétariens formés en 1914 pour transformer la guerre impérialiste ne sont, créés en 1975, qu'une caricature anachronique destinée à désarmer démocratiquement le prolétariat. C'est ainsi qu'un principe juste dans une perspective de guerre impérialiste devient, dans une perspective de révolution prolétarienne, une arme de la bourgeoisie contre un prolétariat armé seulement de sa conscience et de son organisation, comme l'écrivait Liebknecht : "... toute révolution prolétarienne future sera beaucoup plus difficile que n'importe quelle révolution du passé. Il faut se rappeler que (la révolution bourgeoise) avait en quelque sorte acheté les vieilles guenilles du féodalisme avant de les jeter aux orties alors que le prolétariat doit conquérir, avec la famine et son corps nu, tout ce que la bourgeoisie a obtenu grâce à sa richesse". ("Militarisme et anti-militarisme"). Les guenilles de la bourgeoisie -comités de soldats et SUV* par exemple- si elles ne sont d'aucune utilité pour le prolétariat, sont, par contre, les armes les plus dangereuses de la bourgeoisie. C'est de cette tentative de désarmer le prolétariat que traitera le prochain article.

LA CRISE EN CHINE

L'auréole de confusion qui entoure la Chine s'est encore obscurcie à l'occasion des derniers remous politiques : à part certains gauchistes ou le PC, qui critiquent la Chine pour mieux renforcer l'image de cet autre havre de "socialisme" que serait l'URSS, toute la chaîne qui va de la droite aux maos en passant par les socialistes y est allée de son couplet sur le "renouveau de la révolution" dans cet flot "non capitaliste" qui aurait réussi à se maintenir pendant plus de trente ans entouré d'un monde hostile grâce à la "force de son idéologie". En fait, le "miracle de l'expansion chinoise" ne masque plus la réalité de la crise aiguë qui frappe ce pays comme toutes les autres nations du monde et l'idéologie maoïste apparaît plus clairement pour ce qu'elle est depuis toujours : une idéologie du capitalisme d'Etat qui tente de faire accepter aux travailleurs une exploitation renforcée.

une puissance économique faible

"Formidable expansion" ; "La Chine a supprimé la misère" ; "La Chine ne peut être touchée par la crise" ; etc. Autant de mensonges de plus en plus difficiles à maintenir. En réalité, la Chine subit les mêmes lois que tous les autres pays du monde, les lois du capitalisme décadent ; de plus, elle s'est développée à une époque où le monde était déjà partagé entre puissances et les marchés déjà saturés. Les difficultés à trouver des débouchés à sa production ont freiné le développement de cet immense pays et le niveau de productivité est resté incroyablement bas : en 1974, le PNB était de 157 milliards de dollars pour 900 millions d'habitants (Si on compare avec les USA en 1974 - 1220 milliards de dollars pour 200 millions d'habitants - au niveau de productivité de la Chine, il faudrait employer près du double de la population de la planète pour produire ce que produisent les USA seuls). Même la production agricole, sur laquelle la Chine avait mis tous ses efforts et mobilisé une population gigantesque n'est pas toujours suffisante pour satisfaire les besoins nationaux : elle a dû importer dernièrement du blé du Canada et des USA. Le seul secteur qui ait véritablement connu un accroissement gigantesque, c'est celui de l'armement...

Après les échecs des politiques des "Cent Fleurs", du "Grand Bond en Avant" et les famines des années 60, avec la faillite de la "Révolution Culturelle", malgré une exploitation féroce des travailleurs, la Chine piétine. A partir des années 70, elle a dû sortir de la relative autarcie expérimentée après sa rupture avec l'URSS et recourir au développement de ses échanges extérieurs pour maintenir son économie.

la politique extérieure de la chine

La Chine n'échappe pas à cette règle que, pour survivre, chaque capital national doit exporter. Ces dernières années ont été le théâtre des efforts continuels de ce pays, troisième puissance du monde, pour se frayer un chemin surtout contre les deux puissances dominantes : les USA et l'URSS.

La politique que la Chine mène envers les pays sous-développés a donné lieu à toutes sortes de bavardages sur la "générosité de ce grand pays", "garant de l'indépendance des peuples opprimés". La seule chose qu'elle ait jamais cherché à leur garantir en fait, c'est leur dépendance vis-à-vis d'elle. Les "sommptueux" crédits alloués au Cambodge (1 million de dollars) ou à la Malaisie, à la Thaïlande et en général toute l'aide accordée aux pays de l'Asie du sud-est, sous couvert de "protection des régimes révolutionnaires" ne sont que la tentative de placer ces pays sous sa tutelle pour pouvoir leur vendre au prix fort sa production. La Chine a ainsi ouvert des brèches jusqu'en Afrique et en Amérique du sud et une explication "révolutionnaire" a sûrement été trouvée pour justifier l'aide accordée à la junte chilienne (100 millions de dollars) en février dernier.

D'un autre côté, la Chine a été peu à peu contrainte d'établir des liens de dépendance vis-à-vis du bloc occidental : depuis l'entrée de la Chine à l'ONU en 1971, les échanges com-

merciaux avec ces pays se sont accélérés à grande vitesse. Or, à l'intérieur de chaque bloc, toutes les puissances secondaires, malgré leurs efforts pour maintenir une politique nationale agressive, sont contraintes par leur faiblesse sur le marché mondial d'adapter leur politique aux besoins du pouvoir impérialiste dominant. En se dégageant de l'emprise russe, la Chine n'a fait que tomber sous celle des USA. Etant malgré tout la troisième puissance mondiale, elle a cependant une plus grande marge de manoeuvre que d'autres. Aussi tente-t-elle dans toute la mesure du possible de contrecarrer l'intérêt des deux grands : elle dénonce les "rivalités impérialistes féroces des deux impérialismes" tout en reprochant aux USA leur politique de "détente" avec l'URSS. La Chine a en effet plus de possibilités de jouer son propre jeu si l'opposition entre USA et URSS est plus forte car tout accord entre les deux peut se faire contre elle. C'est ce qui explique l'invitation faite à Nixon, grand apologiste de la politique anti-russe.

Quant à la virulence de ses attaques contre le "social-impérialisme", elle est due au fait que c'est l'URSS qui menace le plus directement ses intérêts surtout en Asie du sud-est. Par exemple, la Chine dénonce "l'action frauduleuse de l'ambassadeur d'URSS en Australie qui a promis à la Papouasie et la Nouvelle-Guinée une aide généreuse" tout en se proposant d'aider "la lutte populaire courageuse du peuple de Nouvelle-Guinée". Son opposition à l'URSS prend aussi la forme d'un renforcement militaire sur ses frontières où, en 5 ans, la Chine a augmenté ses effectifs militaires de 70%. Les fréquents incidents qui s'y déroulent attestent de l'importance de l'enjeu.

Ainsi, pour le moment, la Chine tend à s'insérer dans le bloc occidental. Mais gageons qu'elle trouvera de bonnes explications idéologiques ou politiques si un changement la pousse, pour les besoins de son économie nationale, à changer une nouvelle fois de bloc de tutelle.

la crise actuelle

L'ouverture de la Chine aux marchés extérieurs n'a pas été suivie des résultats escomptés. La Chine a beau se vanter d'avoir mené à bien son quatrième plan (7% de croissance annuelle) et se déclarer prête à se lancer dans le cinquième (15% de croissance annuelle), les résultats ont été plutôt catastrophiques : elle a importé entre 1970 et 1974 beaucoup plus qu'elle n'a exporté (dans ses échanges avec les USA par exemple, elle a vendu pour 100 millions de dollars et acheté pour 1500 millions) et de plus, ses exportations vers les pays occidentaux (Japon, USA, Europe) ont été en grande partie des matières premières et ses importations surtout des produits manufacturés. Le déficit de sa balance commerciale n'a cessé de croître (1973 : 229 millions de dollars, 1974 : 1000 millions). Or, 1975 a vu une accélération de la crise mondiale. Les partenaires commerciaux de la Chine en pleine dépression économique, ont importé moins en tentant d'exporter plus. Moins demandeurs, ils ont obligé la Chine à baisser ses prix. Exportant moins, la Chine a eu plus de mal à acheter les biens d'équipement nécessaires à la relance de sa production. Pour ce faire elle a dû recourir au crédit - "une combine secrétée par la perversité du capitalisme" - et donc s'endetter, ce qu'elle avait toujours refusé de faire "par principe". Elle compte actuellement sur une hypothétique exploitation du pétrole, pour laquelle elle devra importer les moyens et qu'il faudra réussir à vendre face à la concurrence indonésienne notamment dont la production est meilleur marché.

L'état se resserre donc autour de la Chine capitaliste. Sa dépendance à l'égard de ses "partenaires" ne peut que s'accroître et les pays plus forts industriellement vont tenter de reporter sur elle les conséquences de leur crise. Contrainte à l'ouverture, elle n'en a été que plus perméable à la crise mondiale et on peut dire que 1975 a été pour l'économie chinoise, comme pour toutes les autres, une année noire d'accélération brutale de la crise.

Face à cette crise, la bourgeoisie chinoise semble se diviser : la tendance "radicale" reproche à la tendance "modérée" d'avoir trop ouvert la Chine aux influences extérieures, freinant le développement de la productivité à l'in-

térieur : "Il faut se garder de l'adulation portée aux choses de l'étranger!" D'un autre côté, la seule solution pour développer un tant soit peu cette productivité, c'est d'importer techniques et usines de l'étranger. Des deux côtés un seul moyen pour enrayer le déferlement de la crise : bloquer les salaires et accélérer les cadences pour rendre l'économie plus compétitive, contraindre la classe ouvrière à se serrer la ceinture pour maintenir l'économie nationale, sous couvert de "maintien des acquis de la révolution".

la réponse de la classe ouvrière

Le niveau de vie de la classe ouvrière était déjà bas. On imagine, en voyant les attaques que subit la classe ouvrière dans les pays occidentaux la misère dans laquelle le capital chinois en crise enfonce la classe ouvrière. Le chômage n'est "évitée" que grâce à la "planification" étatique mise en place qui remplace le chômage par un sous-emploi massif et des salaires de misère. C'est pourquoi 1975 a vu ressurgir, en réponse à la brutale dégradation du niveau de vie, un prolétariat décidé à combattre pour ses intérêts propres.

- Déjà, en 1974, la presse avait fait écho d'"incidents" dans le Kiang-Si (200 morts) provoqués par des "saboteurs" qui parlaient d'"augmentations de salaires" au lieu de "révolution" et de "consolidation de la révolution".

- Début 1975, le secteur ferroviaire est paralysé dans tout le pays...

- Mai 1975 : les ouvriers du secteur industriel et ferroviaire "se divisent sur une question de salaires", toujours selon le Quotidien du Peuple, organe du PCC. Cela se passe à Hangshow et Hangshow est un centre industriel très proche de Shanghai, la "poudrière" chinoise (3 millions d'ouvriers). L'armée envoyée pour rétablir la production (4000 puis 5000 soldats de plus), la mission dirigée par le chef des milices de Shanghai, Wang Hong Wen (chef de file de la tendance "radicale") n'ont pas suffi à stopper le mouvement. Il a fallu que Teng Siao Ping, alors premier ministre par intérim se déplace à Hangshow et change une grande partie des cadres de la municipalité ("comité révolutionnaire") pour rétablir le calme, méthode critiquée par les "purs" de la tendance "radicale" qui lui ont reproché d'avoir cédé aux "agitateurs" et employé des "stimulants matériels pour diviser la classe".

- Août 1975 : des ouvriers de la métallurgie se remettent en grève à Hangshow (selon le Quotidien du Peuple: "un petit nombre de gens, ayant de mauvaises moeurs" et qui ont rejeté le slogan de Mao "faire la révolution et promouvoir la révolution").

- Octobre 1975 : l'armée intervient pour "aider à la manutention des marchandises" à Shanghai.

Et ce ne sont là que les quelques échos de luttes qui aient réussi à franchir la muraille de Chine... (Voir "Luttes de classe en Chine capitaliste" dans R.I. n° 22, Janvier 1976).

le problème de la bourgeoisie : un casse-tête qui n'a rien de chinois

La bourgeoisie chinoise n'a donc d'autre recours que de tenter de "convaincre" cette classe ouvrière décidée à lutter de travailler plus encore en acceptant plus de sacrifices. Or, plusieurs problèmes se posent :

- Convaincre par la répression brutale - le fusil dans le dos -, comme cela s'est fait pendant ces trente dernières années, semble aujourd'hui dangereux : le maoïsme était monté au pouvoir pendant la période de contre-révolution, à la fin de la deuxième guerre mondiale qui elle-même succédait à la répression sanglante de la première grande vague révolutionnaire mondiale. En Chine, ce fut un véritable bain de sang qui stoppa l'insurrection en 1927. Le maoïsme régna sur une classe ouvrière défaite, en imposant sa domination par la répression brutale et l'embrigadement. Mais la clique dirigeante chinoise doit se souvenir aussi que, pendant toute la période de montée des luttes en 1925-27, chaque répression, loin d'arrêter le mouvement, poussait à sa généralisation rapide (entre des centres aussi éloignés que Canton et Shanghai par exemple).

La bourgeoisie chinoise, comme les autres bourgeoisies, doit donc adapter

ses moyens de répression et d'embrigadement pour que, sans perdre leur efficacité, il puissent retarder le moment où elle devra s'attaquer de front au prolétariat. C'est ainsi que l'Assemblée Nationale réunie en janvier 1975 a ajouté un simulacre de démocratie à la Constitution : "droit de grève, d'expression, etc.", et a tenté de rafistoler le mythe de "l'Etat ouvrier" en faisant rentrer la Chine dans une "nouvelle étape" : d'"Etat démocratique populaire", elle est devenue un "Etat socialiste de dictature du prolétariat" et la "propriété capitaliste" a disparu... des textes. Au prolétariat à qui la crise ôte de plus en plus de confiance dans les grandes phrases, on rappelle que "ses intérêts gouvernent le pays et que l'économie nationale" lui appartient mais aussi que "l'Etat est basé sur l'alliance avec les paysans" et qu'il faut "faire confiance à la direction du parti".

- La campagne "anti-réaction", autre moyen couramment utilisé pour polariser l'attention de la classe ouvrière, commence à faire date : depuis la "Révolution Culturelle", le matraquage orchestré par le PCC n'a pas cessé. Après la "grande campagne contre Confucius" (1973) ce fut la "campagne contre Confucius et Lin Piao" ; aujourd'hui, ce sont les "traîtres capitalistes au sein du parti" qui sont visés. Pour que les ouvriers se sentent plus concernés, on tapisse les murs d'affiches pour le "renouveau de la révolution" contre le "retour" du capitalisme et on envoie des cars d'ouvriers les recopier. Cette propagande intensive ne semble pas pour le moment avoir un écho très important.

- La "Révolution Culturelle" a montré le danger pour la bourgeoisie d'une telle tentative, les ouvriers ayant pris les propositions de "participation" et de "lutte contre la bourgeoisie" trop au sérieux. Aujourd'hui, avec le développement de la crise, ce danger est à craindre plus encore qu'en 1967. C'est donc une "Révolution culturelle dans l'ordre" qui est lancée : "il faut se garder de ceux qui sabotent la Révolution en sabotant la production", "il faut renforcer la stabilité et l'unité", "les cadres dirigeants doivent prendre la tête du mouvement", "la discussion doit se faire dans les cadres prévus par le parti" (syndicats, "comités révolutionnaires").

On n'entend plus le fameux "la classe ouvrière fait tout en tout". De même, pour éviter des débordements possibles de l'armée, on limite la circulation à l'intérieur du territoire : "pas d'échanges révolutionnaires".

- Les organes d'encadrement visant à donner aux ouvriers l'impression de "participer" aux décisions économiques n'ont plus la même crédibilité : les "comités révolutionnaires" au niveau de la municipalité et les syndicats, déjà fortement ébranlés lors de la "Révolution Culturelle" ont besoin d'être réhabilités et la campagne actuelle appelle à en changer les cadres ; les plans d'entreprises où les ouvriers "donnent leur avis" bien encadrés par les cadres du parti au sein de l'usine, sont une pâle copie du mythe autogestionnaire : "l'exécution du plan n'a aucune influence sur les salaires ni sur les dépenses de fond de bien-être dont les subsides proviennent de l'Etat et non des profits accumulés par l'entreprise".

- Enfin, face à cette situation chaotique où la bourgeoisie aurait besoin plus que jamais d'une classe ouvrière soumise et docile, les forces gouvernementales se divisent sur la marche à suivre. Plus grave, ces divisions se répercutent au sein de l'armée. Or, l'armée est la force principale sur laquelle repose l'Etat comme dans tous les pays où la structure économique n'est pas assez forte. Depuis un an des campagnes sont lancées pour redonner un semblant de cohésion à une armée qui a tendance à se décomposer. De "peuple, prenez exemple sur l'armée", les slogans sont devenus, "peuple prenez exemple sur l'armée, armée prenez exemple sur le peuple". Parallèlement, l'armée a été placée sous la tutelle du parti : le numéro un du parti et le chef des armées ne font plus qu'un depuis janvier 1975 ; de nombreux cadres de l'armée ont été déplacés.

Comme partout dans le monde, ce qui fait trembler la bourgeoisie en Chine, provoquant remous et divisions, c'est l'effondrement économique et le ressurgissement des luttes de la classe appelée à la renverser : la classe ouvrière.

La reprise américaine : un tour de passe-passe

3^e partie

Nous publions ici la troisième et dernière partie de l'article du n° 8 de la revue du C.C.I. aux USA, "Internationalism". La première partie (RI n° 22) avait démontré que tout le battage sur le "redressement" actuel de l'économie américaine se résumait à une inflation de mots. Dans la seconde partie (RI n° 23), nous avons vu comment les USA tentaient de reporter les effets les plus brutaux de la crise sur les autres pays et comment cette politique ne pouvait constituer une véritable sortie et était destinée, en fin de compte, à se retourner contre les Etats-Unis eux-mêmes. Dans cette troisième et dernière partie, l'article examine comment la bourgeoisie américaine s'apprête à faire payer la crise au prolétariat et comment celui-ci a commencé à réagir.

La tentative de la part de la bourgeoisie américaine de continuer à reporter les pires effets de la crise sur les autres Etats capitalistes va maintenant de plus en plus dépendre de ses résultats pour obliger la classe ouvrière américaine à absorber le choc de la crise. C'est cet aspect de sa stratégie contre la crise qui va préoccuper le plus la bourgeoisie américaine durant l'année qui vient.

Une attaque massive du niveau de vie du prolétariat est la pré-condition pour une lutte plus soutenue et encore plus agressive en vue de la domination du marché mondial. La bourgeoisie doit réduire le prix de ses marchandises pour prendre le marché de ses concurrents. Et pour ce faire, la bourgeoisie ne peut ni réduire dans ce prix la part revenant au capital constant utilisé, ni rogner sur ses profits qui lui sont indispensables pour rendre son capital concurrentiel et plus productif. La seule chose qu'elle puisse faire, c'est peser sur la composante "capital variable" du prix de ses marchandises : en d'autres termes, attaquer le salaire des ouvriers. Le salaire des travailleurs qui représente l'équivalent du coût de production et de reproduction du travailleur lui-même (et lui permettant d'élever sa famille) lui est payé dans les conditions du capitalisme d'Etat qui prévalent maintenant de deux façons : une partie est payée directement au travailleur par son entreprise et apparaît sur sa fiche de paye, l'autre partie lui est attribuée à la fois par son entreprise et par l'Etat sous forme de "services sociaux". Les mesures draconiennes d'austérité que la

bourgeoisie américaine essaie maintenant d'imposer ont pour objet d'amputer le salaire des ouvriers sous ces deux formes.

Les propositions récentes de Arthur Burns, président du "Federal Reserve Board", ainsi que les événements survenus autour de la crise financière de la ville de New York, indiquent la férocité de l'attaque contre la classe ouvrière engagée par la bourgeoisie. La proposition de A. Burns tente de mettre au travail l'énorme armée de chômeurs en fournissant des emplois publics aux ouvriers sans travail, à des salaires "quelque peu au-dessous du minimum fédéral" (2,10 dollars par heure). Pour être certain que les chômeurs acceptent de travailler pour des salaires amputés à ce point, le président Burns plaide fermement pour une réduction de "la durée d'attribution des indemnités de chômage de l'actuel maximum d'urgence de 65 semaines à, peut-être treize semaines ou à peu près". Burns voudrait, d'un coup, à la fois réduire fortement le coût énorme de l'indemnisation des chômeurs - dont le nombre s'élève actuellement, d'après les chiffres officiels - à plus de 8 millions - en limitant les indemnités de chômage compensatoires à moins de quatre mois, et à la fois instituer une baisse massive non seulement des salaires réels, mais également des salaires nominaux, en créant une énorme réserve de force de travail à bon marché qui permettrait une forte pression à la baisse sur tous les salaires existants. La réaction du libéral New York Times, par rapport aux propositions de Burns indique le large soutien dont bénéficie

une attaque concertée contre les niveaux des salaires actuels et contre les coûts d'indemnisation des chômeurs, de la part de toutes les fractions de la bourgeoisie. Bien qu'en désaccord avec les détails de la proposition et demandant la création de "véritables emplois, non des emplois dégradants ou bouche-trous", le Times convient que "quelques adaptations de l'approche de Burns peuvent être d'une grande aide" et reconnaît que les emplois créés ne devraient pas l'être au niveau des salaires existants (Times, du 26-9-75).

La crise financière de la ville de New York a été l'occasion d'une escalade de l'agression contre la classe ouvrière que la bourgeoisie tente d'étendre au niveau national. La raison pour laquelle a été agité le spectre de la cessation de paiements imminente de la part de la ville due à ses 12,3 milliards de dollars de dettes a moins à faire avec la menace d'une banqueroute financière des banques et d'une rupture des marchés du capital, qu'avec l'imposition de mesures draconiennes d'austérité et la tentative de faire payer la crise au prolétariat.

L'explosion du crédit sur laquelle le système capitaliste dépend de plus en plus dans sa vaine tentative de contre-carrer la saturation du marché mondial, et qui - à la suite du ralentissement économique de 1972-73, a conduit le système financier au bord de l'effondrement. Les douze plus grandes banques de la ville de New York détiennent maintenant plus de 2,4 milliards de dollars uniquement dans la dette de la ville de New York, ce qui équivaut à 25 % de leur capital qui se monte à 9,4 milliards de dollars !

Alors que le système bancaire vacille au bord du gouffre, aucune fraction de la bourgeoisie n'est disposée à prendre le risque d'une banqueroute et d'une liquidation de plusieurs grandes banques à titre de purge d'un système malade. Que la municipalité de New York soit en faillite ou non, les banques seront secourues. Le projet de loi approuvé par Wall Street autorisant des

prêts fédéraux à New York, va sauver la ville de la faillite et protéger les investissements bancaires. Cependant, au cas où la législation proposée ne serait pas adoptée et que, comme le préfèrent le président Ford et le secrétaire au Trésor Simon, la faillite soit prononcée, les banques de réserve fédérales ont pour responsabilité d'intervenir comme "prêteur de la dernière chance", en acceptant les papiers dépréciés de la ville de New York au-dessus de sa valeur du marché et en faisant crédit aux banques commerciales touchées avec des dépôts à la Banque Fédérale. Quelle que soit, parmi celles qui viennent d'être présentées, la solution choisie pour secourir les banques, c'est la classe ouvrière qui va supporter le gros des effets inflationnistes dévastateurs.

Alors que le secours des banques attise le feu de l'inflation - soit en ajoutant aux dettes de nouvelles dettes, soit, simplement, en se traduisant par l'impression de plus de billets - et de ce fait vient ronger encore plus le pouvoir d'achat en baisse de la classe ouvrière, les mesures d'austérité qui sont le complément des opérations de sauvetage des banques vont asséner de nouveaux coups encore plus violents sur le niveau de vie du prolétariat. Les moyens d'information font campagne sur la nécessité d'éviter la banqueroute à tout prix... pour la classe ouvrière ; les exhortations des politiciens libéraux à serrer nos ceintures ; les efforts frénétiques des syndicats pour promouvoir ce que Albert Shauker, responsable du syndicat des enseignants, appelle des "responsabilités civiques" ; les avertissements candides des technocrates d'après qui les choses seront "encore pires" si nous refusons de faire les "sacrifices nécessaires" maintenant - tout ceci fait partie, d'un effort bien orchestré de la bourgeoisie afin de créer une atmosphère pour contraindre la classe ouvrière à s'incliner devant la logique du capitalisme décadent : l'appauvrissement !

(SUITE PAGE 7)

La "Lanterne noire" ou les lumières de l'astre mort

En dehors du marxisme, aucune théorie ne peut donner de réponse valable aux questions gigantesques posées à l'humanité avec l'entrée du capitalisme dans sa phase de décadence.

Il ne suffit pas de se tenir jalousement à l'écart de la politique pourrie de la fédération anarchiste où cryptostalinien font bon ménage avec des maçons entichés de morale humaniste pour évoluer vers des positions révolutionnaires. A jamais est révolu le temps où quelques petits groupes anarchistes pouvaient, tant bien que mal, fournir un effort de réflexion théorique et une défense conséquente des frontières de classe. La mort de l'anarchisme date du 4 août 1914 : ralliement des mandarins anarchistes - et tout d'abord du vénérable Kropotkine - à l'effort de guerre impérialiste.

Quant à la partie saine du mouvement libertaire, elle ne pouvait que se joindre à la formidable vague des années héroïques marquées par la constitution de l'Internationale Communiste. Ce que fit le petit noyau des anarchistes internationalistes regroupés autour de Guilbeaux et de Rosmer, ce que fit ensuite Serge, compagnons de Trotsky au plus haut moment de la lutte mondiale pour le pouvoir des Soviets, mais aussi après l'échec, lorsque la terre entière ne fut plus qu'une "planète sans visa" pour tous les survivants des purges et procès de Moscou, quand il était "minuit dans le siècle".

S'il est vrai que l'histoire juge les idées et les hommes, alors, nous pouvons dire que, passé au crible de la critique des faits, il n'est rien resté debout de l'édifice de belles théories anarchistes. Sur l'autel de l'Ordre bourgeois, l'anarchisme, durant ces 3/4 de siècle dut sacrifier tous ses principes : "anti-militariste", il exigea des armes pour combattre l'ennemi "fasciste" mais fit une guerre d'extermination aux seuls internationalistes : ceux qui prônaient le "défaitisme révolutionnaire" ; "anti-politicien", il entra au gouvernement républicain de Madrid et à la Généralité de Catalogne ; partisan de l'"ac-

tion directe", il appela le prolétariat espagnol à "savoir arrêter une grève" et à reprendre le travail ; "émeutier", il se fit démolisseur des barricades du Mai 37 à Barcelone ; "anti-étatiste", il développa dans les usines le capitalisme d'Etat.

A la Libération, il poursuivit l'épopée "anti-fasciste" dans les rangs de la résistance gaulliste ; "internationalistes" soi-disant dans la tradition et l'esprit de l'AIT, ses rejetons du "Mouvement du 22 Mars" crient victoire pour l'"oncle" Hô.

Le cas qui nous intéresse ici est celui de la "Lanterne Noire". Evidemment, rien de comparable à la CNT/FAI, mais quand même une publication qui se présente : revue de critique anarchiste dans laquelle, nous dit-on, s'expriment des anciens de "Noir et Rouge" et d'ICO. Au quatrième numéro, la "Lanterne Noire" sans se déclarer POUR, donne l'hospitalité cependant aux communiqués de groupes qui, de l'Irlande au Japon, ont fait de la propagande par le fait (on dit "guerrilla urbaine") leur credo intangible. Pour présenter l'action des GARI dans l'enlèvement d'un sous-fifre du capitalisme espagnol ou les exploits de la bande à Baader et autres assoiffés de sang de l'Armée Rouge Japonaise (sic) elle n'a pas lésiné sur la dépense : 28 pages.

Les jeteurs de machines infernales dans les usines japonaises de Mitsui, Teijin, Tsaei ont causé la mort d'au moins huit travailleurs et la mutilation de dizaines d'autres. Les mitrailleurs de l'IRA ont fauché des dizaines de travailleurs à Londonderry et à Belfast, parce qu'ils n'étaient pas de l'Eglise catholique et romaine. Parler de ces carnages en chroniqueurs, présenter leurs auteurs comme des victimes de la répression revient à introduire en contrebande une camelote criminelle.

Les idées et les méthodes du terrorisme individuel contre laquelle le mouvement organisé de la classe a lutté sans relâche pour lui opposer l'action consciente du prolétariat ont trouvé dans ce numéro leur expression pudique,

sous le couvert d'"informer" les bonnes gens.

Mais la "Lanterne Noire" précise qu'elle est séparée de ces groupes "et d'abord de leur avant-gardisme". Eternel équivoque : le programme bourgeois, oui, les méthodes, non ! Là est la nature profonde de tous ceux pour qui principes et tactique se séparent. Et voilà un autre trait de ressemblance frappante avec le trotskysme en compagnie de qui on va retrouver la "Lanterne Noire". Qu'une même poule puisse couvrir indistinctement ses propres oeufs et ceux de la mère-cane n'est pas un vulgaire phénomène de basse-cour. On le rencontre dans la vie politique bourgeoise et la démocratie y arrive très bien avec ses anarchistes et ses trotskystes.

A l'époque de la décadence, l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat devient l'axe essentiel de la vie sociale. C'est ou l'ouverture d'un cours général vers la guerre impérialiste, ou d'un cours vers la révolution prolétarienne. Et la victoire de la classe montante repose sur des principes, ceux que la "Lanterne Noire" rejette pour ne pas faire dans le dogmatisme... genre RI.

Ce que ces fossiles rajeunis du fard moderniste appellent de façon idiote "dogmatisme" n'est en fait que la continuation de la théorie communiste qui se fait chair et os dans les organisations et les militants qui appartiennent à la classe révolutionnaire. De la vieille souche libérale ou qu'ils se targuent d'être de pénétrants sociologues d'université, les anarchistes seront toujours les contempteurs du marxisme parce que celui-ci est la doctrine de la lutte de classe.

De quoi se démarque vraiment la "Lanterne Noire" ? Que des éléments de ce groupe (chez eux, on n'agit pas comme un corps organisé collectivement, mais selon des déterminations passionnelles où la "raison du coeur" tient lieu de programme) aient participé, en novembre 75, au Comité de Jussieu préparatif à la marche sur Hendaye est là pour montrer quel triste rôle de flanc-garde

du trotskysme joue l'anarchisme. Pour ces éternels partisans du moindre mal, de la troisième voie entre le capitalisme inhumain et le communisme totalitaire, une bourgeoisie sans Franco et ses affidés de la Phalange est préférable à tout prendre.

Du temps de l'ancien régime portugais, la LUAR s'activait par des coups de mains contre le salazarisme. Depuis l'éclosion des oeilleux, elle joue la mouche du coche du MFA entretenant "dialectiquement" le soutien aux organismes d'autogestion, la défense d'un syndicalisme de "base" et l'appui aux luttes anti-coloniales. C'était suffisamment éloquent à la "Lanterne Noire" pour tresser une couronne de lauriers révolutionnaires à une organisation qui fut le factotum de Carvalho.

Toute cette gymnastique n'a pas empêché la rédaction de la "Lanterne Noire" d'écrire qu'elle était d'accord avec nos camarades belges d'"Internationale" sur les points de la plateforme du CCI : fronts populaires, "frontisme", "lutttes anti-fascistes" comme mystifications ; "lutttes de libération nationale" comme moment de lutte impérialistes pour le contrôle des "nouvelles bourgeoisies".

La mise en accord des actes avec la pensée leur est chose inconnue. En paroles, mais en paroles seulement, la "Lanterne Noire" reconnaît des vérités essentielles mais, en fait, aide la IV^{ème} Internationale trotskyste à mener ses grandes campagnes démocratiques. Personne n'est obligé d'être révolutionnaire et n'importe quel élément peut défendre l'équivoque. Mais c'est le travail des révolutionnaires de dénoncer le charlatanisme du demi-anarchisme justement parce qu'il se manifeste sous le masque d'un marxisme de carnaval.

Se déclarer d'accord avec la moitié des positions de classe et rejeter l'autre moitié, se nourrir pour moitié de théorie des Gauches Communistes et pour l'autre moitié des miettes du trotskysme, marcher moitié d'accord, moitié critique avec le trotskysme, bref tout faire et tout penser à moitié, voilà l'anarchisme.

(SUITE PAGE 7)

U.S.A

LA REPRISE AMERICAINE UN TOUR DE PASSE-PASSE

(SUITE DE LA PAGE 6)

Banqueroute ou non, la classe ouvrière va subir le même traitement; qu'elle soit imposée par des politiciens libéraux, par le "Bureau de Contrôle Financier d'Urgence" contrôlé par les banquiers, un organisme fédéral dirigé par le secrétaire au Trésor, Simon, ou par une Cour Fédérale d'Arbitrage (en cas de banqueroute); le résultat est toujours le même : des dizaines de milliers de licenciements supplémentaires ; de nouvelles coupes sombres dans les "services sociaux" (écoles, hôpitaux, casernes de pompiers, voirie, logements, etc.) ; de nouvelles taxes à la consommation et une surcharge d'impôts sur les revenus prélevés par la ville ou par l'Etat ; la "renégociation" des salaires et des pensions, c'est-à-dire la rupture de tous les contrats existants. De plus, New York ne représente que le terrain d'essai pour les mesures d'austérité que la bourgeoisie va essayer d'étendre à l'ensemble du pays l'année prochaine.

Face à cette attaque brutale, le prolétariat a commencé à déployer ses forces. La grève sauvage des mineurs des Appalaches, qui a vu en août, 80 000 des 125 000 mineurs de charbon bitumineux des USA quitter les puits, n'est qu'un faible indice de la guerre de classe qui approche. Jusqu'à présent, la bourgeoisie a réussi à maintenir l'ordre dans les rangs de ses esclaves salariés grâce au travail des syndicats. A New York, le syndicat des éboueurs a rapidement pris les mesures pour écraser la grève sauvage, alors que l'ensemble des syndicats des services municipaux négociaient un blocage des salaires, s'engageaient à mettre en application eux-mêmes de nouveaux taux de productivité plus élevés, et ont utilisé leurs propres fonds pour acheter des créances de la ville de New York et ainsi éviter la banqueroute. Dans la zone minière, Arnold Miller, dirigeant des "United Miner Workers", a reçu les remerciements de l'association patronale des producteurs de charbon bitumineux pour le rôle joué par son syndicat dans la liquidation de la grève sauvage et dans la reprise du travail.

Cependant, les combats décisifs qui vont affronter les travailleurs aux compagnies, aux syndicats et à l'Etat sont encore pour l'avenir. Si les objectifs de la bourgeoisie sont maintenant clairs, le résultat de sa stratégie pour imposer un ordre nouveau d'austérité, de discipline et d'appauvrissement à la classe ouvrière est incertain. De la même façon que les contradictions insurmontables d'un capitalisme à l'agonie condamnent le redressement, dont la bourgeoisie bourre les crânes, à être MORT-NE, les foyers que le capitalisme a lui-même créés -les prolétaires- BARRENT LA ROUTE à la réussite de la stratégie de la bourgeoisie face à une crise qu'elle ne peut surmonter.

Mac Intosh

LA "LANTERNE NOIRE"

(SUITE DE LA PAGE 6)

Dans la dure bataille qui se prépare, le prolétariat devra se libérer de ses faux amis qui prétendent parler et agir de façon révolutionnaire et qui, chaque jour, ont une activité foncièrement contraire à tous les enseignements de la lutte de classe

N'ayant pas d'armes propres, pas de principes, pas de programme, refusant la conception marxiste de l'histoire, contestant le rôle révolutionnaire du prolétariat, la "Lanterne Noire" prend des armes et des principes malpropres.

Il appartient aux camarades de la "Lanterne Noire" qui sont encore capables de pensée politique, qui sont vraiment d'accord avec notre lutte principale, de quitter le plus rapidement possible un groupe qui offre pour toute alternative, ou ne rien faire, ou emboîter le pas aux trotskystes pour former des fronts unis.

Ainsi que Marx le disait de Proudhon, "charlatanisme scientifique et accommodements politiques sont inséparables d'un pareil point de vue". Cent ans plus tard, nous pouvons ajouter : l'anarchisme ne peut plus rien refléter que l'idéologie dominante.

R.C.

ECOLOGIE, FEMINISME, REGIONALISME...

Nous n'avons pas de chroniques régulières sur l'écologie, l'avortement, les minorités culturelles opprimées, etc... et certains lecteurs nous reprochent d'être des "économistes", de ne jamais parler des multiples facettes de l'exploitation et de l'oppression. Il n'est pas question pour nous, à l'instar des gauchistes, d'avoir chaque mois un article pour faire plaisir aux écologistes, un pour les féministes, un pour les régionalistes... Car, si elles ne sont pas ouvertement bourgeoises ou interclassistes, ces tendances sont des freins à la prise de conscience par les prolétaires de leurs intérêts historiques. Depuis quelques années, l'intelligentzia gauchiste et marginale fait beaucoup de bruit autour de ces mouvements. Les révolutionnaires se doivent donc de les dénoncer ; pour cela, il faut en voir le fond et la forme, le contenu et l'emballage. Commençons par le fond.

Le point commun de tous ces groupes est d'attaquer le système sur un point spécifique et de s'adresser à telle ou telle catégorie d'individus (habitants d'une région, femmes, usagers des transports, de la médecine, de la psychiatrie, consommateurs, pollués, etc...) Ils réduisent donc le capitalisme à une somme d'aspects reliés entre eux par un ne sait quelle logique et proposent de l'attaquer sur cet aspect particulier, deviennent des spécialistes et s'enferment dans une lutte stérile. Face à ces critiques sur son mode de fonctionnement, le capitalisme peut, soit rectifier le tir (par exemple sur le gaspillage des emballages plastiques dont la fabrication nécessitait d'importer plus de pétrole ou sur des moyens de répression idéologique dépassés comme pour l'avortement) et donc tirer tous les bénéfices de ces "réformettes". Ou alors, tout retour en arrière mettant en cause la survie même de son économie, il est dans l'impossibilité de céder -comme sur la politique de développement des centrales nucléaires-, et ce n'est pas une poignée d'écologistes, de marins ou d'agriculteurs qui peut le faire reculer. La bourgeoisie trouve même une justification à sa politique d'austérité et de réduction de la consommation avec les campagnes menées pour une croissance zéro (les écologistes doivent être tout à fait satisfaits : les cheminées ne fument plus car les usines sont fermées) contre les voitures ou contre la "société de consommation". Toutes ces manifestations de la domination totale du capitalisme dans le monde entier sont comme l'arbre qui cache la forêt ; et cette forêt, ce sont les rapports de production, base même du système. A la limite, le capital serait aussi prospère avec l'égalité des sexes (les femmes ministres ou PDG sont aussi efficaces que les hommes), avec des transports en commun plus rapides et confortables (les ouvriers seraient moins fatigués en entrant à l'usine le matin), avec un relais important du pouvoir au niveau de la région (il y a 50 Etats aux USA). Le capital est même

capable d'instituer l'autogestion pour que les travailleurs produisent avec encore plus d'abnégation pour l'économie planifiée. Mais il est une chose que l'on ne peut toucher sans que le château de cartes ne s'écroule, c'est le fait qu'il y ait des producteurs n'ayant aucun moyen de contrôle sur leur vie, et d'autres qui vivent du travail des premiers, comme patrons ou hauts fonctionnaires de l'Etat. Peu importe les apparences, ce qui compte, c'est le maintien d'une société de classes. Cette société, seule la classe ouvrière peut l'abattre. Elle est au coeur du système dans les usines, les chantiers et les bureaux, elle y est concentrée, elle y voit la faillite d'un système décadent incapable d'améliorer ses conditions d'existence, c'est là qu'elle doit s'imprégner de la nécessité de renverser la base même du système : le salariat. Et là, il n'est pas question de la diluer dans la masse invertébrée du "peuple", des citoyens, des usagers ; elle est seule, elle ne peut compter que sur elle-même, elle doit s'attaquer clairement à son ennemi central. Dès sa naissance, le capital a créé la force qui le détruira ; en étant obligé de mettre des hommes derrière ses machines, il introduisait le ver dans la pomme.

Que font donc tous ces mouvements : ils tentent de sortir la classe ouvrière de son terrain de lutte, pour lui faire enfourcher des chevaux de bataille qui ne sont pas les siens. Ils reculent donc d'autant le moment où les camps en présence devront se livrer l'assaut final, l'un ayant épuisé toutes les mystifications et l'autre surmonté toutes les déviations menant à des impasses. Ils participent à ces mystifications de manière plus ou moins efficace, donc plus ou moins dangereuse. Voyons comment :

Ces groupes ont pris de la vigueur avec le début de la crise à la fin des années 60. Les premières manifestations de la crise ont été appelées "crise de civilisation", liée en grande partie au problème étudiant : mai 68 a montré à ces révoltés leur force, mais aussi la force de la classe ouvrière ; ainsi, une partie d'entre eux a essayé, au niveau des mots, de concilier sa propre révolte avec les intérêts historiques du prolétariat, en adoptant un langage "de classe", "anticapitaliste". Le gros des forces provient des déçus de mai 68, ceux qui ont cru que c'était la Révolution et qui, ne voyant pas le prolétariat refaire mai 68 tous les six mois, en ont conclu qu'il était décidément incapable de se libérer de ses aliénations. On assiste alors à un éparpillement politique et géographique en une multitude de petites sectes incapables de dépasser leurs intérêts de boutique. L'exemple le plus frappant est l'écologie : outre les petits groupes locaux, on a vu naître plusieurs groupes à vocation nationale, certains avec des positions identiques, le tout allant d'un pacifisme chrétien à un militantisme léniniste. Toutes ces tendances sont

parfois antagonistes mais se retrouvent pour des alliances éphémères sur le point précis qui les a vu naître. De même, le mouvement régionaliste, qui va des anarchistes à l'extrême droite, en passant par des groupes léninistes, des groupes proches du PC ou du PS, ou même des groupes "apolitiques". Dans cet extrême morcellement, les groupes les plus dangereux sont les groupes les plus à gauche, car ils essaient d'entraîner et de se servir du prolétariat.

Pour mieux utiliser le prolétariat, il faut lui faire perdre son identité ; ces groupes sont des experts pour trouver un problème spécifique pour chacun : les femmes sont exploitées par les patrons bien sûr, mais aussi par une société mâle, les bretons et les occitans sont exploités par des patrons mais ce sont des patrons parisiens... Quand on a trouvé le problème qui n'est plus spécifiquement prolétarien, il faut trouver la catégorie sociale qui en souffre le plus, et donner une identité à cette somme d'individus disparates : les jeunes, au moment du journal "Tout", les homosexuels avec le FHAR ou l'IHR, les femmes avec le MLF, les basques ou les portoricains, les noirs aux USA avec le Black Power, les usagers de la psychiatrie, etc. Il ne reste plus qu'à relier avec des mots comme libération, classe ouvrière, capitalisme, et le tour est joué. Un trait significatif de ces groupes est l'obligation qu'ils ont, quand ils veulent se manifester au niveau régional ou national, de se mettre pieds et poings liés entre les mains des organisations gauchistes. Eux seuls possèdent les moyens nécessaires pour organiser une telle manifestation. Aubaine pour les gauchistes qui peuvent alors se livrer à leur sport favori : la pêche à la ligne.

La période de reconstruction a permis la naissance de ces mouvements. Le prolétariat alors pansait ses plaies de la seconde guerre mondiale et profitait de la relative amélioration de ses conditions de vie. Devant ce vide, les théories substitutionnistes à la lutte de classe se sont développées avec le même point commun : le combat principal n'est pas celui qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie. Depuis 1973, la crise du capitalisme, bien plus que des dizaines d'articles, a remis chacun à sa place. La marche sur Bugey ou la manifestation à vélo à Paris, qui avaient rassemblé des milliers de personnes, sont maintenant improbables. Les dernières manifestations publiques de toutes ces tendances se sont soldées par des échecs. L'utopie du développement éternel du capitalisme vole en éclats : avec la crise, le prolétariat ressurgit et les adversaires se montrent au grand jour, d'un côté, la bourgeoisie et ses oripeaux, de l'autre, la classe ouvrière seule avec ses mains et sa conscience. Il faut choisir entre les deux camps en présence ; pour notre part, ce choix est fait.

Ed. SELKIRK

publications du c.c.i.

ACCION PROLETARIA (Espagne) Ecrire à l'adresse de RI.

INTERNACIONALISMO (Venezuela) Ecrire à l'adresse de RI.

INTERNATIONALISM (U.S.A.) P.O. Box 961 Manhattanville Station 365, West 125 St.

INTERNATIONALISME (Belgique) 210 Amerikalei 2000 Antwerpen

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE (Italie) Ecrire à l'adresse comme suit : Sandro Saggiaro Casella Postale 85/6 35 100 Padova

WORLD REVOLUTION (Grande-Bretagne) Ecrire à l'adresse comme suit : B.M. Box 869 London WC IV 6XX

dernières publications

Manifesto da Corrente Comunista Internacional (en portugais)

Grudprinzipien der Internationalen Kommunistischen Strömung (en allemand)

REVUE INTERNATIONALE N° 5 (à paraître) Plateforme du CCI, textes et résolutions du Premier Congrès du CCI.

souscription

A l'heure où la crise frappe avec de plus en plus d'acuité et que le prolétariat retrouve le chemin de son combat révolutionnaire, les communistes doivent intensifier leur activité alors même que tous les frais augmentent : papier, impression, frais postaux.

Pour faire face aux tâches qui l'attendent, et pour qu'ils puissent ainsi manifester concrètement leur soutien, REVOLUTION INTERNATIONALE ouvre auprès de ses lecteurs et sympathisants une SOUSCRIPTION PERMANENTE.

réunions ouvertes

REVOLUTION INTERNATIONALE organise régulièrement des réunions ouvertes et des permanences à Paris et dans plusieurs villes de province : Auxerre, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Marseille, Rouen, Toulouse.

La prochaine réunion ouverte de la section de Paris aura lieu le 10 avril, à 17 h. au 27, avenue de Choisy (salle verte, premier étage) Paris 13ème, sur le thème : "Les luttes ouvrières dans le monde". La suivante aura lieu le 8 mai. Des permanences ont lieu tous les samedis à 17 heures, au même endroit.

Pour tous renseignements sur les réunions ouvertes et les permanences des sections de province, écrire à : RI, BP 219, 75827 Paris Cedex 17.



LA CLASSE OUVRIERE CONTRE TOUS

(SUITE DE LA PAGE 1)

d'affrontements quotidiens avec la police, l'ambiance, malgré les lamentations de la "gauche" n'était pas au "dialogue". Quant au gouvernement "libéralisé" de Fraga et Arias, comme tous les gouvernements du capital en crise, il n'a d'autre langage à offrir aux travailleurs en révolte que celui du fusil et de la mitraille. Les condamnations de Fraga, la "désapprobation" a posteriori de l'attitude du gouvernement local par une partie du patronat, ne sont pas une réaction contre la répression, mais au contraire un moment de celle-ci : celui des "excuses", celui du mensonge pour mieux la justifier en la présentant comme une "bavure", une "regrettable erreur", une exception. C'est en fait le traditionnel "appel au calme" après le massacre, avec son hypocrite "condamnation de la violence d'où qu'elle vienne".

Les événements de Vitoria resteront pour le prolétariat espagnol comme un avertissement en lettres de sang face aux illusions sur les possibilités d'une quelconque "libéralisation" du capital.

le gouvernement

Vitoria n'en a pas moins mis en évidence pour la bourgeoisie espagnole la nécessité d'éviter que de tels affrontements ne se répètent trop souvent. La répression n'a pas calmé les esprits ni arrêté définitivement la lutte, au contraire. La bourgeoisie la plus lucide comprend que lorsque l'attaque frontale contre le prolétariat donne lieu trop souvent à une radicalisation et à une généralisation des luttes, il est urgent, non pas d'éliminer la répression (sur la nécessité de la répression l'accord est total entre toutes les fractions de la bourgeoisie), mais de mettre en place les moyens de détourner cette combativité dans des voies qui la rendent inoffensive. Ces voies, la bourgeoisie européenne les lui rappelle constamment : l'électoratisme et le syndicalisme "démocratique". C'est ce que crie dans son éditorial au lendemain des événements de Vitoria la revue bourgeoise "libérale" *Cambio 16* :

"Ou bien les plus hautes instances du pays se rendent compte de la gravité de la situation et prennent des mesures radicales pour mettre sur pied en quelques mois la démocratie complète, ou alors d'affrontement en affrontement et de mort en mort, nous aurons, en quelques semaines, une très grave crise constitutionnelle".

Le développement des luttes ouvrières en Espagne fait sauter en morceaux les conditions de coexistence "pacifique" des tendances Fraga et Arias au sein du gouvernement et les dissensions au sein de l'armée se sont amplifiées avec les derniers événements, comme le montre le récent procès aux officiers "démocrates". L'affrontement entre les partisans de la répression "démocratique" et les partisans de la répression sans fards devra effectivement se résoudre dans les semaines qui viennent, quelles que soient les convulsions que cela provoquera dans l'ambiance nauséabonde des "plus hautes instances du pays". L'institutionnalisation de la mascarade "démocratique" est devenue plus urgente que jamais.

l'opposition "démocratique"

Les vedettes de premier plan de ce cirque sanglant sont évidemment les partis bourgeois qui, par leur spécialisation dans le travail en milieu ouvrier, se font qualifier de "partis ouvriers". A leur tête, le PCE de Carillo et ses appendices, les comisiones obreras de Camacho et Sartorius. Professionnels de l'encadrement des luttes dans le respect du capitalisme, les récents combats ouvriers leur ont donné une importance de premier ordre sur la scène de l'appareil politique bourgeois. Et face aux luttes actuelles la gauche fait, devant les fractions les plus arriérées de la bourgeoisie, la démonstration "in vivo" de sa fidélité à l'ordre capitaliste et de sa capacité à entraver l'épanouissement des luttes ouvrières.

Après avoir réussi l'année dernière à faire participer massivement les ouvriers aux élections des syndicats verticaux (ce que les franquistes n'avaient jamais réussi à faire pendant plus de trente ans - dans certaines entreprises il était fréquent qu'aux élections syndicales le nombre de votants ne dépasse pas le nombre de candidats), les "carillistes" s'attachent aujourd'hui par tous les moyens à briser de l'intérieur les luttes ouvrières en même temps qu'ils tentent de s'en faire un tremplin pour le pouvoir.

"Nous n'aimons pas la grève, mais nous luttons pour la justice et la liberté", aiment-ils à répéter. La "justice et la liberté", c'est dans leur bouche l'immonde mascarade de la "démocratie" bourgeoise, ce paravent de la dictature capitaliste vers la construction duquel ils s'efforcent de dévier la tendance croissante à la politisation des luttes ouvrières. Quant au fait qu'ils "n'aiment pas les grèves", ils le démontrent quotidiennement :

- en isolant chaque lutte. Le "régionalisme" (catalan, basque, valencien, galicien ou autre) a été un de leur plus précieux cheval de bataille pour réussir à entraver l'unification des luttes qui depuis bientôt trois mois ont explosé dans tout le pays.

- en tentant de vider de tout contenu prolétarien les organes de lutte que se donnent les travailleurs au combat : assemblées d'usine, piquets d'extension des grèves, comités de délégués d'assemblées. Au nom de "faciliter la négociation", ils s'efforcent de faire reconnaître par les grévistes les délégués légaux aux syndicats verticaux, comme "authentiques représentants des travailleurs" (dans leur grande majorité ces délégués sont eux-mêmes des proches du PC élus aux élections syndicales déjà citées). Ils y ont réussi dans des cas aussi importants que la grève du métro de Madrid en janvier. Mais ils se sont heurtés à de violentes résistances dans d'autres, tels Vitoria. Sartorius, porte parole des comisiones obreras, s'en plaignait amèrement dans *Triunfo*, organe officieux du PCE :

"Le discrédit des syndicats verticaux est tel que dans certaines entreprises, même les délégués syndicaux représentatifs ont du démissionner. Cette attitude aboutit dans certaines occasions à des extrêmes qui reflètent une certaine

immaturité (sic!) dans certains secteurs du mouvement, car lorsque dans ces entreprises on propose un représentation mixte entre "jurado" (c'est le nom de l'organisation d'entreprise des délégués au syndicat vertical) et délégués élus par l'assemblée, dans le but de faciliter la négociation, la proposition est rejetée par l'assemblée". (1)

Mais les forces de récupération des appareils de la bourgeoisie sont énormes. Devant la force des assemblées ouvrières, les responsables des comisiones obreras parlent déjà d'un "nouveau syndicalisme" qui saura intégrer en son sein les assemblées ouvrières. Ils ont déjà réussi ce genre d'opérations de récupération dans maintes occasions, et ils le feront encore, tant que les travailleurs n'auront pas appris à organiser par eux-mêmes leurs luttes aux échelles les plus larges, tant qu'ils n'auront pas appris à reconnaître comme ce qu'elle est la canaille prétendument "ouvrière" et "démocratique" qui se met à la tête de leurs luttes pour mieux les briser.

En attendant, la gauche se prépare à assumer de plus grandes responsabilités dans le maintien de l'ordre capitaliste : la participation directe au gouvernement d'Etat. Pour cela, elle s'unifie. Les récents événements ont précipité une union que des mois et des mois de discussions n'étaient pas parvenus à réaliser. Les deux grandes forces de l'opposition, la "Junta democratica" et la "Plataforma de convergencia democratica" (Parti Ouvrier Socialiste d'Espagne), sont parvenues le 26 mars à un accord d'union pour former la "coordination démocratique" avec un programme commun de gouvernement.

Pour cela, elle se tortille devant les franquistes, les Fraga et les Areilza, transformant d'abord sa "lutte intransigeante contre le franquisme" en simple "rupture démocratique" puis en "rupture démocratique négociée". Cette plate prosternation devant les hommes forts de l'ancien régime n'est pas - comme le penseraient les gauchistes - un simple "manque de courage", des soi-disant "partis ouvriers" officiels; s'ils le pouvaient ils étrangleraient leurs concurrents pour leur arracher les leviers du pouvoir. Le ton timoré, conciliant à l'extrême de "l'opposition" s'explique en fait par la force du mouvement ouvrier. La "gauche" a aussi peur de la montée des luttes ouvrières que la "droite", même si elle en bénéficie en partie aujourd'hui. Si elle ne prend pas le ton arrogant que les gauchistes voudraient lui entendre, c'est parce qu'elle sait que dans les conditions de combativité actuelles de la classe, elle ne peut se donner le luxe de permettre l'épanouissement d'une véritable offensive ouvrière, capable de faire tomber le gouvernement actuel en quelques jours, sans prendre le risque très sérieux de perdre tout contrôle sur le mouvement ouvrier. La crainte de la fameuse "portugualisation" dont tous parlent est partagée aussi bien par la droite que par la gauche, et n'est rien d'autre que la peur de voir les luttes échapper au contrôle de tout parti politique, surtout en Espagne où le prolétariat possède une force et une détermination autrement plus im-

portantes qu'au Portugal. La gauche comme la droite craignent un changement politique "à chaud" qui renforcerait la confiance en soi de la classe, rendant plus difficile la tâche de toute nouvelle équipe gouvernementale. C'est pour cela que l'opposition "démocratique" préfère le ton conciliant des entretiens en coulisse entre "gens responsables" que de s'imposer à l'ancienne équipe gouvernementale sous la pression directe des luttes ouvrières.

Coincée entre le retard d'une fraction de la bourgeoisie à comprendre la nécessité du recours immédiat à des solutions de "gauche" d'un côté, et la menace prolétarienne de l'autre, la gauche "officielle" est contrainte d'attendre sa "légalisation" et son appel au pouvoir en se prosternant devant les secteurs les plus attardés de la bourgeoisie, risquant tous les jours un débordement ouvrier du fait de ses manœuvres anti-grèves de plus en plus grossières.

L'extraordinaire combativité de la classe ouvrière en Espagne a contre elle non seulement les restes de l'appareil politique franquiste, encore puissant, mais aussi et surtout tout l'arsenal "démocratique", syndicaliste et gauchiste que la bourgeoisie sait engendrer comme remparts anti-prolétaires. En Espagne comme ailleurs, le prolétariat devra les abattre un à un pour pouvoir entreprendre sa véritable tâche historique révolutionnaire. Elle ne peut compter pour cette tâche que sur elle-même. Aucune autre classe de la société, aucun parti politique de la bourgeoisie, aussi "libéral", "démocratique", "populaire" ou "ouvrier" qu'il se prétende, ne pourra l'aider, même momentanément. Que les travailleurs espagnols sachent comprendre ce que les générations précédentes sacrifiées au cours de la guerre civile sur l'autel des "fronts populaires" et des alliances "anti-fascistes" n'ont pas saisi à temps : dans la lutte contre le capital, ils sont seuls contre tous.

R.V.

(1) L'attaque permanente contre les organes unitaires que se donne la classe ouvrière de la part des Sartorius et des Camacho s'accompagne tout naturellement, en ce moment, d'une série d'appels, à peine voilés, au patronat privé pour qu'il se donne des formes d'organisation qui lui permettent d'agir de façon vraiment unitaire et cohérente. Toujours à propos de Vitoria, Sartorius écrit :

"De façon générale, on peut dire que le patronat de Vitoria n'a pas été à la hauteur des événements, il a été surpris par l'ampleur et la consistance de ce mouvement, et c'est seulement lorsque les événements ont évolué dans un sens dangereux et même tragique qu'il a compris la nécessité de négocier avec les authentiques représentants des assemblées. (...) Une des choses qui est le plus clairement apparue au cours de la grève de Vitoria, a été le manque, du côté patronal, d'une représentation capable d'assumer une négociation globale avec les authentiques porte-parole des travailleurs". (!)

REVOLUTION INTERNATIONALE est le groupe français du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL.

Le C.C.I. se revendique des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches Allemande, Hollandaise et Italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

Le rôle de l'organisation de révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs" mais de participer activement à la généralisation des luttes communistes et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes basés sur la loi de la valeur, - tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales - et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, Bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

Toutes les formes de "fronts populaires", "fronts unis", "résistance antifasciste", comme la participation au parlement bourgeois sont des mystifications réactionnaires et des moyens de désarmer la classe ouvrière. Le rôle spécifique de ces activités, c'est d'entraver le processus qui mène à l'autonomie de la classe ouvrière et donc à la révolution prolétarienne.

Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un con-

trôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

NOTRE ACTIVITE

L'inévitable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

